

RÉUNION DES PAYS DE L'OPEP+
Accord pour une réduction massive de la production sur deux ans

P. 24

ELECTRICITÉ/GAZ
Arkab rassure sur la continuité de la distribution

P. 3

ALGÉRIE /CORONAVIRUS/PRÉVENTION
Arrivage de Chine de la 2^e commande de moyens de protection

P. 10

LUTTE CONTRE LA PANDEMIE DE CORONAVIRUS

"L'Algérie a résolument affronté la pandémie, et prépare actuellement l'après Covid-19"

Le ministre conseiller à la communication, porte-parole officiel de la présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd a affirmé jeudi soir que l'Algérie "n'a pas tardé à affronter le Coronavirus", révélant que le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait ordonné la création de commissions chargées d'examiner et de préparer l'après Covid-19. Invité de l'émission bimensuelle "A cœur ouvert" (Bi Qualb Meftouh) diffusée sur la Télévision publique (EPTV), M. Belaïd a indiqué que "l'Algérie n'a pas tardé à faire face à la pandémie du nouveau Coronavirus, mais a été l'un des premiers pays à prendre des précautions pour y faire face", rappelant que "cette pandémie qui est apparue en Chine le 8 décembre 2019 n'a suscité l'inquiétude du monde que dans la seconde moitié de janvier 2020, y compris en Algérie, qui a bénéficié des expériences d'autres pays".

P. 3 APS



COVID-19 - SOLIDARITÉ

Le ministère du Commerce ouvre la porte des dons à ses employés

P. 2

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS - TLEMCEN

Belkhir Nesrine, une infirmière face au coronavirus

P. 4

ORAN - CULTURE

Le MAMO et ses grandes ambitions

P. 4



SANTÉ

HYGIÈNE NUTRITIONNELLE

La bonne alimentation anti-fatigue, anti-kilos

P.p 12-13

FOOTBALL

Riyad Mahrez 15^e dans le top 50 des joueurs les plus cotés d'Europe

P. 21



PANDÉMIE/PLATEFORMES NUMÉRIQUES

Apple et Google s'allient pour le suivi numérique

P. 17

TRAITEMENT CONTRE LE CORONAVIRUS

Pr. Réda Mahiaoui : "Pas de complications chez les patients traités à la Chloroquine"

P. 10

COVID-19

Le ministère du Commerce ouvre la porte des dons à ses employés



Le ministère du Commerce a ouvert la porte à ses cadres et fonctionnaires à la Direction centrale ainsi qu'à l'ensemble des directions régionales et des wilayas pour faire des dons dans le cadre des efforts de solidarité nationale pour lutter contre la pandémie du Covid-19, a indiqué, mercredi, la tutelle dans un communiqué.

Le département du Commerce a également ouvert la voie aux établissements sous tutelle pour adresser leurs dons aux comptes de collecte des dons ouverts par les pouvoirs publics, précise-t-on de même source. La formule des dons a été arrêtée à une journée de travail pour les fonctionnaires, et de cinq (5) jours à un mois pour les cadres. Une fois l'opération de collecte des dons parachevée, le ministère annoncera le montant total récolté, a conclu le communiqué.

MINISTÈRE DU COMMERCE

Les directions locales instruites d'organiser des caravanes d'aide pour les zones d'ombre

Le ministère du Commerce a instruit ses directions locales au niveau national de coordonner avec les directions régionales et les chambres de commerce et d'industrie en vue d'organiser des caravanes d'aide au profit des zones d'ombre avec la participation de commerçants, industriels et de producteurs, et ce dans le cadre des efforts nationaux de lutte contre la pandémie de Covid-19, a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

Ces aides seront fournies aux populations des zones d'ombre et les catégories vulnérables et démunies dans chaque wilaya relevant du territoire de compétence des directions régionales et des chambres de commerce et d'industrie, a assuré le ministère dans son communiqué publié sur sa page Facebook.

Ces caravanes de solidarité, précise-t-on de même source, seront placées sous l'autorité des MM.

et Mmes les walis, qui se chargeront de la distribution des aides. Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a supervisé mercredi la réception d'un don constitué de 7 camions de produits alimentaires offerts par les commerçants de gros de la zone Oued Smar, au profit des pauvres et nécessiteux dans les zones d'ombre, conclut le communiqué.

BATNA

Un groupe d'ingénieurs met au point un aseptiseur portable

Un groupe de spécialistes vient de concevoir à Batna un appareil portable d'aseptisation aux rayons ultraviolets C (UVC) des espaces médicaux, a affirmé mercredi l'ingénieur en génie climatique, Tahar Benferhi, membre du groupe.

Fabriqué à partir de produits locaux, cet appareil sert à désinfecter à 99% les salles de consultation, celles de chirurgie et les couloirs des hôpitaux ainsi que les ambulances, a précisé à l'APS, M. Benferhi.

Inspiré d'appareils similaires ayant prouvé leur efficacité en Chine mais très peu commercialisés encore, l'appareil assure l'élimination des virus par les rayons UVC et la désinfection des espaces médicaux à moindre coût et en peu de temps n'excédant pas les 10 minutes, a ajouté cet ingénieur.



CORONAVIRUS - SOLIDARITÉ

Le ministère de l'environnement et des énergies renouvelables offre un don de 100 000 litres de désinfectants à Tizi Ouzou



Le ministère de l'Environnement et des énergies renouvelables a offert à la wilaya de Tizi un don de 100 000 litres de produits désinfectants pour soutenir les localités dans la lutte contre la propagation du Coronavirus Covid-19, a indiqué vendredi à l'APS, le directeur local de l'environnement, Mbarek Ait Aoudia.

Cette même direction a entamé, hier jeudi, l'acheminement de ce produit à partir de Bouira, avec la contribution des moyens des communes les plus proches de cette wilaya à savoir Draa El Mizan, Tizi-Gheniff, Boghni, Ouadhias et avec la participation des directions de Tizi-Ouzou de la protection civile et de la conservation des forêts, a ajouté M. Ait Aoudia.

Ce produit sera remis notamment aux villages qui sont activement impliqués depuis l'apparition de la pandémie du Coronavirus dans un vaste travail de désinfection des places publiques et des façades, afin de limiter la propagation du Covid-19, ainsi qu'aux institutions et organisations de la société civile qui organisent et participent dans ces opérations, a-t-il ajouté.

ENTREPRISES - SOLIDARITÉ

Le Groupe du transport maritime CMA CGM - Algérie fait don de masques chirurgicaux au profit du CRA

Un don de 200.000 masques chirurgicaux de protection a été remis jeudi soir par le Groupe du transport maritime et de la logistique (CMA CGM - Algérie) au profit du Croissant rouge algérien (CRA) afin de faire face à la crise sanitaire actuelle provoquée par le coronavirus, a indiqué vendredi la compagnie dans un communiqué.

Il s'agit d'un lot de 200.000 masques chirurgicaux individuels de protection remis par les responsables du groupe au Croissant rouge algérien qui assurera par la suite une redistribution en fonction des besoins des établissements sanitaires relevant du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière et la Pharmacie centrale des Hôpitaux (PCH), a précisé la même source.

"A travers ce don et cette assistance logistique, le Groupe poursuit ainsi sa mobilisation pour faire face à une crise sanitaire sans précédent et réitére son engagement et sa solidarité auprès de tous les Algériens en cette période difficile que traverse le pays ainsi qu'au personnel médical mobilisé", lit-on dans le communiqué.

Ainsi, Le Groupe CMA CGM a également mis en place un dispositif global pour protéger la santé de ses collaborateurs.

"Les équipes continuent à se mobiliser chaque jour pour soutenir le transport et l'acheminement logistique des biens, notamment ceux de première nécessité, dont a besoin le pays" note la même source.

A noter, le Groupe CMA CGM opère en Algérie depuis 24 ans et met à disposition des importateurs et exportateurs algériens des secteurs public et privé un service de grande qualité.

Ses 502 navires desservent plus de 420 ports dans le monde, sur les 5 continents.

ALGÉRIE - SOLIDARITÉ

Le CRA remet un lot de 200.000 bavettes à la PCH



Le Croissant rouge algérien (CRA) a remis un lot de 200.000 bavettes à la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) dans le cadre des efforts du gouvernement dans la lutte contre la propagation du Covid-19, indique vendredi un communiqué de cet organisme.

"Dans le cadre de sa contribution aux efforts du gouvernement dans la lutte contre la propagation du Covid-19, le Croissant rouge algérien, auxiliaire des pouvoirs publics, a remis à la PCH, le 10/04/2020, un autre lot constitué de 200.000 bavettes," précise le communiqué. Le CRA a engagé, depuis l'apparition du coronavirus en Algérie, plusieurs initiatives et gestes symboliques envers les personnes qui sont en premières lignes dans la lutte contre cette pandémie (Covid-19).

A cet effet, le CRA a offert à tous les travailleurs de la santé des hôpitaux de Boufarik et d'El Kettar des produits laitiers et 15.000 bavettes à la Gendarmerie, la Police, la Protection civile et les Douanes.

La Protection civile lance une campagne nationale de don de sang



La Protection civile a annoncé le lancement, ce vendredi, d'une campagne nationale de don de sang dans le cadre des efforts menés à travers le pays pour faire face à la pandémie de Coronavirus Covid-19.

Cette campagne se déroulera, durant une semaine, au niveau de l'ensemble des unités du territoire national et touchera l'ensemble du personnels opérationnels, a précisé la Protection civile dans un communiqué.

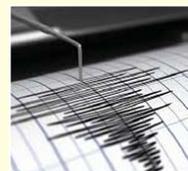
Cette opération vient "soutenir les différents efforts nationaux visant à faire face à cette crise sanitaire, valoriser et consolider l'esprit de solidarité dans la société", a souligné la même source.

Par la même occasion, la Protection civile incite les citoyens à "respecter les conditions de quarantaine et d'hygiène, ainsi le respect de la distanciation sociale et aussi d'éviter les rassemblements de plus de deux personnes".

ALGÉRIE - SÉISME

Secousse tellurique de magnitude 3,2 à Tipaza (CRAAG)

Une secousse tellurique de magnitude 3,2 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée vendredi à 11h24 dans la wilaya de Tipaza, indique le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a été localisé à 5 kilomètres au nord-est de Larhat, précise la même source.



ALGÉRIE/CORONAVIRUS/MESURES "L'Algérie n'a pas tardé à affronter le Coronavirus, des commissions préparent actuellement l'après Covid-19"

Le ministre conseiller à la communication, porte-parole officiel de la présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaid a affirmé jeudi soir que l'Algérie "n'a pas tardé à affronter le Coronavirus", révélant que le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait ordonné la création de commissions chargées d'examiner et de préparer l'après Covid-19.

Invité de l'émission bimensuelle "Cœur ouvert" (Bi Qualb Meftouh) diffusée sur la Télévision publique (EPTV), M. Belaïd a indiqué que "l'Algérie n'a pas tardé à faire face à la pandémie du nouveau Coronavirus, mais a été l'un des premiers pays à prendre des précautions pour y faire face", rappelant que "cette pandémie qui est apparue en Chine le 8 décembre 2019 n'a suscité l'inquiétude du monde que dans la seconde moitié de janvier 2020, y compris en Algérie, qui a bénéficié des expériences d'autres pays".

Après avoir souligné les efforts de l'Etat dans la lutte contre la pandémie dès le début, "en rendant public le 14 janvier un communiqué appelant à la vigilance et la prudence, puis la tenue sous la présidence du président de la République de deux réunions du Conseil des ministres et deux autres réunions du Haut Conseil de Sécurité en mars dernier", le ministre a déclaré "on ne devrait pas être injuste à l'égard des autres" ni déprécier ces efforts.

Le porte-parole officiel de la Présidence a qualifié la situation de "difficile" faisant savoir que le Président Tebboune la suit quotidiennement et sent le poids de la responsabilité, relevant qu'aucun pays au monde ne maîtrise la situation à 100% car la pandémie a montré l'incapacité de l'Homme et celle des plus importants laboratoires du monde vu la nouveauté du virus et la confusion qu'il a occasionné au début.

Concernant l'impact de la pandémie de Coronavirus sur l'économie mondiale et ses répercussions sur l'économie nationale, M. Belaïd a estimé que le monde après Coronavirus connaîtrait plusieurs mutations et changements dans l'équilibre géopolitique outre l'entrée dans une période de stagnation économique pendant un certain temps, expliquant que cette situation "n'aura pas d'impact majeur sur l'économie nationale au cours de cette année si les prix du pétrole continuent de remonter.

Dans ce cadre, il a annoncé que le Président Tebboune avait ordonné la création de commissions spécialisées composées d'universitaires et d'experts, dont la mission est d'examiner la situation économique et la perspective pour la post-pandémie de Covid-19, ajoutant



"tant nous nous préparons pour la post-pandémie et il y a un plan pour construire l'économie nationale sur la base du développement durable et de la rationalisation de la consommation énergétique.

Appelant, à cet égard, à profiter de cette crise "pour faire exploser les énergies" en s'appuyant sur le "génie du peuple algérien qui sait libérer son potentiel en temps de crise", le ministre a mis en avant le rôle primordial des médias dans cette phase en vue d'accompagner ces énergies et les orienter vers l'édification de l'Etat et non par en brossant un tableau noir de la situation.

Le porte-parole officiel de la présidence de la République a souligné, par là même, la nécessité, pour les médias, de s'adapter avec la nouvelle donne et de changer la mentalité consistant à rechercher le scoop et le sensationnel au dépens des malheurs des citoyens, qualifiant cette situation d'"inacceptable".

Il a critiqué certains médias qui verse dans la "dramatisation et l'exagération au point de minimiser les efforts fournis par l'Etat et les personnels de la santé, au moment où on est en situation de guerre psychologique", déclarant à ce propos "il est vrai que nous avons des lacunes mais ils n'ont point pour origine le laxisme de l'Etat, il s'agit d'une nouvelle pandémie". Répondant à certaines voix qui évoquent "des pressions sur les journalistes", M. Belaïd a souligné que la "liberté d'expression est préservée par la Constitution tant qu'elle est respectueuse des lois.

Une fois sortie de ce cadre elle relève du ressort de la Justice".

"La liberté de la presse est un moyen pour construire la société et non pas pour attenter aux

fondements de l'Etat", a-t-il dit.

Réitérant la nécessité de faire preuve de responsabilité dans l'exercice de la liberté, il a qualifié d'"irrationnels" les appels lancés à un moment pour faire sortir les citoyens dans les rues en pleine propagation de la pandémie Covid-19 au nom de la liberté et de la démocratie.

70% des publications sur l'Algérie postées sur Facebook n'ont rien d'algérien

Par ailleurs, le porte-parole officiel de la présidence de la République est revenu sur l'"attaque" ciblant l'Algérie lancée par des "parties qui usent de tous les moyens pour s'attaquer à l'Algérie en abordant, dans un passé proche, le Hirak populaire, la crise du Covid-19 actuellement et bien d'autres choses à l'avenir", affirmant l'existence de "laboratoires étrangers ayant des comptes à régler avec l'Algérie qui distillent de fausses informations" sur les réseaux sociaux.

Et de souligner dans ce cadre que "70% des publications sur l'Algérie postées sur Facebook n'ont rien avoir avec l'Algérie", faisant état de contacts en cours pour l'obtention d'équipements sophistiqués permettant de localiser l'origine de ces publications.

Evoquant "la crise de confiance entre le citoyen et l'Etat", le ministre a mis en garde contre les parties souhaitant y "investir" en "exerçant une pression sur le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, depuis son accession à la magistrature suprême, et en tentant d'attirer l'Etat vers des questions secondaires au dépens des véritables problèmes".

D'autres parties tentent de "tenir le bâton par le milieu et hésitent à traiter avec le nouveau sys-

tème", a-t-il dit.

S'adressant à ces parties, M. Belaïd a dit "le train a démarré avec force et ne s'arrêtera qu'à la gare décidée par son commandant", assurant qu'"il s'agit là d'une opportunité pour construire le pays.

Celui qui voudrait la rater assumerait sa responsabilité devant l'Histoire".

Répondant, par ailleurs, à certaines préoccupations relatives au Covid-19, le ministre a réitéré l'engagement du président de la République à prendre en charge tous les citoyens se trouvant à l'intérieur et à l'extérieur du pays, indiquant que "des algériens, au nombre réduit, se trouvent dans plus de 60 pays et tentent de regagner le pays".

"L'Etat n'abandonnera pas ses enfants mais le traitement de ce dossier exige plus de temps.

Les représentations diplomatiques suivent la situation de très près", a-t-il ajouté.

Pour ce qui est de la proposition de l'instauration du confinement total pour enrayer la propagation du Covid-19, M.

Belaïd a fait savoir que cette option "est difficile", mettant l'accent sur l'importance de "prendre des mesures de manière graduelle et en fonction de l'évolution de la situation, caractérisée actuellement par des indicateurs positifs grâce au protocole thérapeutique à base de Chloroquine".

Le porte-parole de la Présidence a assuré de la disponibilité d'un "nombre suffisant" de lits pour accueillir les personnes atteintes au Covid-19, tant que "le citoyen prenne sa responsabilité pour sortir de cette crise avec moins de dégâts en sacrifiant une partie de sa liberté et en respectant le confinement".

M. Belaïd a exprimé en fin son optimisme quant à la capacité de l'Algérie à vaincre cette pandémie.

ELECTRICITÉ/GAZ Arkab rassure sur la continuité de la distribution

Le service de distribution d'électricité et de gaz à travers le pays sera "continu et de qualité", a tenu à rassurer mercredi à Alger le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, saluant les efforts du personnel de Sonelgaz pour maintenir un service public de qualité en cette période de crise sanitaire.

A l'occasion d'une visite de travail et d'inspection au niveau du siège de la Société de distribution du Groupe Sonelgaz de Belouizdad (Alger), le ministre a fait savoir que le service public de distribution d'électricité et de gaz sera "continu et de qualité" à travers l'ensemble du territoire national, malgré les contraintes qu'impose la crise sanitaire liée au coronavirus.

"Toutes les mesures ont été prises par Sonelgaz pour poursuivre la production dans de bonnes conditions en respectant l'ensemble des règles sanitaires et sécuritaires du personnel", a souligné M.

Arkab, plaidant pour que cette pandémie n'impacte pas la préparation des filiales de Sonelgaz à l'ensemble des échéances, notamment celle du mois de Ramadhan.

"Nous devons continuer à travailler pour proposer un service public de plus en plus développé répondant aux attentes du citoyen.

Cela dans le but d'atteindre une numérisation à 100%", a-t-il adressé au personnel de Sonelgaz qu'il a salué pour "tous les efforts fournis pour offrir ce service public de qualité au citoyen à travers la fourniture de deux matières vitales qui sont l'électricité et le gaz".

"Je remercie à travers vous l'ensemble du personnel de la Société de distribution de Sonelgaz pour les efforts considérables et les importants sacrifices dont vous faites preuve sur le terrain", a-t-il insisté auprès des employés de la direction de distribution de Belouizdad, notant le travail d'adaptation du personnel de Sonelgaz au contexte de propagation du coronavirus sans engendrer d'impact sur le service proposé au citoyen.

M. Arkab a en outre relevé la pertinence de la décision de Sonelgaz d'avoir prolongé la période de règlement des factures "afin de ne pas contraindre le citoyen, notamment dans cette période de confinement sanitaire".

Plus tôt dans la journée, le ministre de l'Energie a effectué une visite d'inspection au niveau de la centrale électrique de Larbaa (wilaya de Blida), d'une puissance totale de 4x140 MW.

A cette occasion, il a également rendu hommage au personnel de la centrale pour leur dévouement et leur travail dans le but d'assurer la continuité de la disponibilité électrique au niveau de Blida dans un contexte de confinement total de la wilaya.

BANQUES / ENTREPRISES Coronavirus : mise en oeuvre de mesures exceptionnelles de sauvegarde des entreprises

L'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef) a annoncé mercredi la mise en oeuvre de mesures de sauvegarde des entreprises et de l'outil de production au lendemain de l'instruction de la Banque d'Algérie en vue d'accompagner les entreprises en difficultés à cause de la pandémie du Covid-19.

"Dans le contexte actuel de propagation de la pandémie COVID-19, et en application de l'instruction émanant de la Banque d'Algérie, les Banques et les établissements Financiers, conscients des impacts économiques de la situation sanitaire actuelle du pays, ont décidé de prendre des mesures de sauvegarde des entreprises et de l'outil de production" a indiqué un communiqué de l'ABEF.

Tenant compte des difficultés que rencontrent les entreprises particulièrement exposées, du fait de la suspension ou des perturbations de leurs activités, les banques de la place ont exprimé leur solidarité avec leur clientèle et leur volonté de les accompagner dans cette situation exceptionnelle, a fait savoir la même source.

Dans ce cadre, l'Abef a indiqué qu'elle allait examiner la situation individuelle de chaque client (particuliers, professionnels, TPE, PME/PMI, Grandes Entreprises, ...etc) et prendra les mesures appropriées portant essentiellement sur le report et/ou renouvellement des échéances des crédits arrivés à la date du 31 mars 2020 et postérieurement. Ces mesures concerneront également la consolidation des impayés non traités à la date du 31 mars 2020 et postérieurement, la prorogation des dates limites d'utilisation des crédits et les différés de paiement ainsi que l'annulation des pénalités de retard des créances exigibles à la date du 31 mars 2020 et postérieurement. Il est prévu aussi, a souligné le communiqué, le maintien et/ou le renouvellement des lignes de crédits d'exploitation. Les présentes mesures, mises en oeuvre par l'Abef sont applicables pour une période de six (06) mois, à compter du 31 mars 2020, note-t-on dans le communiqué.

Par ailleurs, l'Association a indiqué que les banques et les établissements financiers continuent d'assurer les services habituels pour permettre à leur clientèle d'exécuter l'ensemble de leurs opérations, dans les meilleures conditions.

TLEMCCEN

Belkhir Nesrine, une infirmière face au coronavirus

Belkhir Nesrine fait partie du corps paramédical qui affronte au quotidien le risque de contamination par le covid-19.

Elle apporte réconfort, soutien moral et soins nécessaires aux personnes atteintes par cette pandémie du siècle.

Agée de 34 ans et mère de trois fillettes, cette infirmière s'est portée sans hésitation volontaire pour travailler au bloc 470 ouvert début du mois d'avril au niveau du CHU Tlemcen en soutien à l'EPH de Remchi, réservé aux malades atteints du covid-19 destiné depuis l'apparition de cette pandémie à accueillir les personnes malades.

"Sans hésiter, j'ai décidé d'accomplir pleinement mon devoir d'infirmière et prendre part, aux côtés des membres de nos équipes à lutter contre ce virus, véritable problème mondial", a-t-elle confié à l'APS.

Malgré une expérience de huit années comme infirmière au service de chirurgie générale, Belkhir Nesrine avoue avoir passé une nuit blanche la veille de sa prise de fonction dans son nouveau service.

"J'ai passé en revue les belles choses que la vie m'avait gratifié : mes filles, mon époux, ma mère et tous ceux et celles que j'aime beaucoup", a-t-elle affirmé avec fierté, mais l'amour de son métier est encore plus fort.

"Mon métier exige de la disponibilité, de l'endurance physique, de la vigilance et le sens de la responsabilité tout en sachant gérer, voire taire ses émotions", a-t-elle reconnu. "Une fois arrivée au service, je me suis mise dans le bain en voyant des jeunes et des vieux malades souffrant. J'ai pris mon courage à deux mains.

J'ai caché ma peine et ma peur pour paraître forte aux yeux des patients et essayer de leur remonter le moral, les apaiser et surtout leur donner de l'assurance et le soutien psychologique dont ils ont besoin", a-t-elle indiqué.

Actuellement, Belkhir Nesrine travaille une journée par semaine. Elle passe le restant du temps confinée dans un appartement proche du CHU de Tlemcen que son oncle lui a prêté.

"Je préfère rester seule dans cette situation et méditer. L'école paramédicale mise à la disposition du personnel médical et paramédical mobilisé dans la lutte contre la pandémie ne me convient pas", a-t-elle reconnu.

Concernant l'organisation de son travail, cette mère de famille précise qu'elle aurait préféré travailler toute la semaine pour ensuite se confiner 15 jours et rejoindre sa petite famille. "A ce rythme, je vais devoir travailler le mois d'avril et me confiner jusqu'à la mi-ramadhan pour pouvoir regagner mon foyer et passer le reste du mois de carême avec mes enfants et mon mari", a-t-elle dit.

Une fois la pandémie enrayée

Belkhir Nesrine se dit "outrée" par le non-respect des consignes de confinement partiel constaté dans certains quartiers et cités de la ville de Tlemcen par des personnes "inconscientes et irresponsables".

"J'ai remarqué que des gens ne respectent aucunement les règles de confinement qui constituent le meilleur moyen d'éviter la propagation de ce maudit virus.

C'est comme si elles prenaient les choses à la légère. Pourtant le danger et les risques de contamination sont réels", a précisé l'infirmière.

Son expérience dans le milieu médical, son contact permanent avec les malades souffrant d'insuffisances respiratoires dues au coronavirus et son vécu quotidien avec la souffrance de ses patients la poussent à inviter ceux et celles qu'elle côtoie à faire preuve de vigilance.

Dans ce sens, elle invite les gens à respecter le confinement partiel et les règles d'hygiène les plus élémentaires.

Pour elle, comme pour les professionnels sur le terrain et face à la maladie au quotidien, ces gestes permettront de briser la chaîne de contamination et d'éviter beaucoup de complications. L'infirmière se dit très touchée par l'élan de solidarité à leur égard qu'expriment au quotidien des bienfaiteurs et des habitants de Tlemcen.

Ceux-ci leur apportent des moyens de protection et de travail dont ils ont besoin comme les gants en latex, des bavettes, des masques. D'autres leur fournissent des repas chauds.

"Ces gestes nous mettent du baume dans le cœur et nous montrent que nous ne sommes pas seuls face à la pandémie", a-t-elle estimé.

En guise de mot de fin, elle reconnaît qu'elle a hâte de retrouver sa petite famille et replonger dans la quiétude familiale "une fois la pandémie enrayée à jamais et la vie normale retrouvée", a-t-elle souligné esquissant un sourire réconfortant.

APS

ANP/NOMINATION

Le Général Rachedi nommé directeur général adjoint de la Sécurité intérieure

Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a désigné le Général Abdelghani Rachedi au poste de directeur général adjoint de la Sécurité intérieure avec de larges prérogatives, indique mercredi un communiqué de la Présidence.

Le chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, le Général-Major Saïd Chanegriha, avait procédé, mardi, à l'ins-



tallation du Général Abdelghani Rachedi officiellement dans ses nouvelles fonctions, conclut le communiqué.

ORAN

Le MAMO et ses grandes ambitions

Le musée des arts modernes d'Oran (MAMO), trois années après son inauguration, tenue de se frayer une bonne place dans le paysage culturel de la capitale de l'ouest du pays en dépit de l'absence d'un budget qui lui est propre et nécessaire à ses activités.

Le 21 mars 2017, le MAMO se distingue par un emplacement stratégique, situé au cœur même de la ville d'Oran, dans les anciens et spacieux locaux des ex-Galeries algériennes.

Il s'agit du premier établissement muséal de la région Ouest du pays dédié aux arts modernes et contemporains.

Il est situé à quelques encablures du Théâtre régional, de la célèbre place du 1er novembre, jouxtant l'hôtel de ville et ses deux imperturbables lions en bronze et du quartier populaire de Sidi El Houari, mémoire millénaire de la ville.

Les activités du MAMO se veulent une vitrine de la production artistique moderne et contemporaine des créateurs nationaux et étrangers.

Ceux-ci viennent exposer leurs œuvres dans ces lieux ouverts à tous les courants et tendances artistiques et rencontrer un public connaisseur et friand d'échanges fructueux et enrichissants.

Les activités du musée s'étendent sur trois niveaux qui ont accueilli des expositions individuelles ou collectives, des activités marquant des dates et des événements phares à dimensions nationales et culturelles comme les célébrations de l'année amazighe "Yennayer", le mois du patrimoine, les journées mondiales de la femme, de l'enfant et bien d'autres commémorations ayant drainé le grand public, en plus des expositions mises sur pied avec différents partenaires, comme le bureau local de l'union des arts

culturels (UNAC) ou encore le centre culturel espagnol "Cervantes", comme le rappelle la responsable de l'établissement, Khadija Benhaoua. Le musée a également organisé d'importants événements dont la 4ème édition de la biennale méditerranéenne des arts modernes ou la 7ème édition du festival national des arts plastiques.

Autant de rendez-vous ayant marqué la scène artistique et culturelle locale.

Un pôle de rayonnement

En dépit de ces "succès" à inscrire au palmarès du musée, Khadija Benhaoua estime que le véritable challenge pour l'équipe qu'elle dirige est celui d'inculquer la culture muséale dans l'esprit et les habitudes de la jeune génération et de renforcer le rayonnement culturel de son établissement par la mise sur pied d'ateliers dédiés aux différentes expressions artistiques, chaque samedi et mardi, au profit des enfants âgés de moins de 15 ans, sous la supervision de créateurs de renom.

Le responsable du MAMO a cité, dans ce contexte, les ateliers d'arts visuels, organisés l'été dernier, et qui ont connu un succès retentissant auprès du jeune public.

Dans ce contexte, la plasticienne oranaise Fouzia Menouar n'a pas manqué de féliciter les responsables du MAMO pour les efforts qu'ils déploient pour la promotion de l'art dans cette région du pays.

"Le MAMO a offert aux artistes un espace pour exposer leurs œuvres et se faire connaître du large public.

Le musée est devenu un lieu incontournable en dépit de ses moyens financiers modestes et de certaines insuffisances sur le plan de l'exposition des œuvres", a-t-elle confié à l'APS.

Le MAMO a été créé en vertu

du décret ministériel 62-19 du mois de février 2019, mais il reste rattaché sur le plan financier au Musée national "Ahmed Zabana" de la même ville. Le budget qui lui est alloué permet tout juste au MAMO de faire face aux charges salariales de son personnel et au financement de certaines activités, comme le précise Bouchra Salhi, directrice du musée Ahmed Zabana.

Le ministère de la Culture a procédé au lancement d'une opération d'équipement du MAMO en confiant cette mission à l'Agence nationale pour la réalisation de grands projets culturels (ARPC).

Celle-ci a lancé un appel d'offres national pour le choix d'une entreprise devant réaliser une étude pour l'équipement du MAMO.

De grandes ambitions

Dans le but d'aligner le musée aux normes internationales en vigueur dans de tels établissements culturels à travers le monde, plusieurs actions sont envisagées comme la modernisation de l'éclairage, la pose de rayons d'exposition, la création d'une bibliothèque, de boutiques d'art, d'une cafétéria et autres équipements.

Ces propositions ont été faites par les artistiques eux-mêmes et des visiteurs habitués aux lieux, a précisé Bouchra Salhi.

De son côté, Khadija Benhaoua a estimé que l'opération d'équipement du musée est "très importante" car, "elle permettra au MAMO d'acquérir une dimension internationale et de se mettre au diapason des grands établissements au moment où Oran s'appête à abriter un événement régional, la 19ème édition des jeux méditerranéens".

"Nous élaborons actuellement une base de données concernant les artistes peintres et les créateurs artistiques, ce qui nous permettra, à l'avenir, d'organiser des expositions et des événements culturels dans les meilleures conditions", a ajouté la même responsable.

Dans le but de constituer un fonds d'œuvres propres au MAMO, onze artistes algériens ont fait don de plusieurs tableaux.

Ces toiles s'ajoutent aux 42 œuvres exposées en permanence au MAMO et provenant du musée Ahmed Zabana.

GHARDAÏA/COVID-19

Des mesures visant à faciliter le déplacement des agriculteurs durant le confinement sanitaire partiel

Des mesures exceptionnelles ont été prises par les responsables de la wilaya de Ghardaïa afin de faciliter le déplacement des agriculteurs, éleveurs et producteurs de lait durant la période de confinement sanitaire partiel, décidée pour contrer la propagation du Coronavirus (Covid-19), a-t-on appris samedi auprès de la direction des Services agricole (DSA).

Ces procédures, arrêtées par le wali Boulem Amrani, s'inscrivent dans la volonté de poursuivre l'approvisionnement des marchés en produits agricoles et laitiers, et permettre ainsi aux agriculteurs d'écouler leurs produits de saison difficilement stockables, a fait savoir le directeur du secteur.

Alors que l'ensemble des habitants de Ghardaïa sont confinés partiellement chez eux pour tenter d'éradiquer la propagation du coronavirus, les travailleurs de la terre, les éleveurs et les producteurs de lait entament leurs travaux dans les périmètres agricoles et les laiteries tôt, juste après la prière de l'aube bien avant la fin du confinement partiel et achèvent également leurs activités au coucher du soleil, a déclaré à l'APS Mustapha Djakboub.

Les agriculteurs et les éleveurs de la wilaya sont mobilisés pour assurer l'approvi-



sionnement et la collecte des produits agricoles et lait, au profit des consommateurs, a-t-il souligné.

Selon l'arrêté du wali de Ghardaïa, élaboré sur proposition de la direction des Services agricoles (DSA), ces me-

ures exceptionnelles facilitant le déplacement, touchent également les apiculteurs et aviculteurs ainsi que les col-lecteurs de laits.

Ami Hadj Kada, un agriculteur de la daïra de Metlili (45 km au sud de Ghardaïa) a

salué cette décision qui permet aux agriculteurs et éleveurs d'entamer le travail de la terre tôt le matin afin d'approvisionner le marché en produits frais en cette période de crise sanitaire du Covid-19.

SÉTIF

saisie de 2.000 bavettes non-conformes aux normes sanitaires

Pas moins de 2.000 bavettes fabriquées selon des procédés non-conformes aux normes sanitaires requises ont été saisies par les services de la sûreté de wilaya, a-t-on appris jeudi auprès de ce corps de sécurité.

Exploitant des informations relatives à la vente par une personne de bavettes sanitaires, les policiers sont parvenus à la saisie de ces bavettes, confectionnées selon des procédés non-conformes aux normes sanitaires et sans asepsiation ne garantissant pas la protection de ses usagers, a indiqué le chargé de communication à la sûreté de wilaya le commissaire de police Abdelwahad Ais-



sani. L'enquête a montré que le fabricant ne détenait aucune autorisation pour la fabrication de ces produits paramédicaux qu'il vendait à 50 DA l'unité, a-t-il déclaré.

Dans une autre opération, les mêmes services ont démantelé un atelier secret de fabrication de tenues médicales de protection dont le propriétaire activait sans autorisation ni registre de commerce lui permettant la fabrication de produits paramédicaux et y ont saisi 1000 unités de ces tenues, a-t-on fait savoir.

Deux dossiers pénaux ont été constitués à l'encontre des mis en cause accusés de "fabrication et mise en vente de produits paramédicaux non-conformes", a ajouté la même source.

EL TARF

Placement sous mandat de dépôt de 9 individus pour agression de forces de l'ordre en exercice à Dréan

Le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel de Dréan à El Tarf a placé jeudi sous mandat de dépôt neuf (9) individus pour agression de policiers en exercice, a-t-on appris du chargé de la communication à la sûreté de wilaya.

Les neuf mis en cause ont été arrêtés au cours de la première nuit de l'entrée en vigueur de la mesure de confinement sanitaire partiel dans la wilaya, lorsqu'ils ont agressé des forces de l'ordre, assurant une opération de contrôle de cette me-

sure dans un quartier populaire à Dréan, a affirmé le commissaire principal, Mohamed-Karim Labidi. Agés entre 19 et 24 ans, ces individus étaient atrouppés au niveau de leur quartier avant de commencer à lancer des pierres en direction de

la patrouille pedestre de la police chargée de contrôler et sensibiliser sur l'importance du strict respect du confinement sanitaire partiel, a-t-on souligné, relevant que des armes blanches ont été également saisies lors de cette opération.

M'SILA/COVID-19

Interpellation de 115 personnes pour non respect du confinement

Les services de la sûreté de wilaya de M'Sila ont appréhendé depuis l'entrée en vigueur du confinement sanitaire partiel, 115 personnes pour non respect de cette mesure, décidée par les pouvoirs publics pour lutter contre la propagation du Covid-19, a indiqué jeudi, le chargé de l'in-

formation auprès de ce corps de sécurité. Des procès verbaux (PV) ont été établis à l'encontre des contrevenants, selon Saïd Boukhari qui a fait part de la mise en fourrière de 32 véhicules et 10 motocycles. Les services de la sûreté de wilaya avec les partenaires concernés, veillent à l'ap-

plication stricte des mesures du confinement sanitaire partiel, a ajouté la même source, soulignant dans ce cadre l'organisation de campagnes de sensibilisation à travers les quartiers et les boulevards de la wilaya sur l'importance du respect des mesures du confinement partiel.

BLIDA

Saisie de plus de 50 qx de viandes blanches impropres à la consommation

La brigade territoriale de sécurité routière de la Gendarmerie nationale de Larbaâ (Est de Blida) a effectué une saisie de plus de 50 qx de viandes blanches impropres à la consommation, avec l'arrestation d'une personne, a indiqué, jeudi, un communiqué du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Blida.

Selon le document, les éléments de cette brigade ont procédé, lors des patrouilles de surveillance au niveau de barrages de contrôle routier, à l'interpellation d'un camion chargé de 50 qx et 88 kg de viandes blanches (poulet congelé), dont le conducteur a été conduit au siège de la brigade pour la poursuite de l'enquête.

Une fois la viande soumise à l'examen du médecin vétérinaire, il s'est avéré, selon la même source, que celle-ci "était impropre à la consommation".

Elle a été détruite au niveau de la décharge publique de Larbaâ, en présence des éléments de la brigade, du médecin vétérinaire, et du propriétaire de la marchandise.

Une personne (39 ans) a été arrêtée, à l'issue de cette opération, pour "non respect des règles d'hygiène sanitaire d'un produit de consommation", et "non possession d'une attestation sanitaire délivrée par un vétérinaire".

TÉBESSA/COVID-19

Plus de 460 infractions au confinement partiel enregistrées

Les services de la sûreté de wilaya de Tébessa ont recensé depuis l'entrée en vigueur dimanche du confinement sanitaire partiel, 461 infractions à cette mesure de prévention face à la propagation du Covid-19, a-t-on appris jeudi de ce corps de sécurité.

Le non respect des heures du confinement partiel imposé, le déplacement sans autorisation et le regroupement de plus de 3 personnes figurent parmi les infractions relevées dans le cadre de ces transgressions, a-t-on précisé.

Depuis le début du confinement sanitaire partiel à Tébessa, il a été procédé au contrôle de 168 véhicules dont 28 ont été mis en fourrière, selon la même source qui a fait part de la mobilisation de plusieurs brigades de police sillonnant les différents quartiers et agglomérations des 28 communes que compte la wilaya pour une application ferme de cette mesure qui s'inscrit dans le cadre des décisions prises par le Gouvernement pour endiguer la propagation de cette pandémie.

Des points de contrôle ont été dressés aux entrées et sorties des villes de la wilaya ainsi que dans certains quartiers et boulevards principaux pour un meilleur contrôle, a-t-on ajouté.

ETATS-UNIS - INDUSTRIE - AVIATION

Les Etats-Unis feront le "nécessaire" pour aider Boeing (Trump)

Le président américain Donald Trump a réitéré vendredi que le gouvernement fédéral ferait le "nécessaire" pour aider Boeing, qui réclame à l'Etat des milliards de dollars de prêts garantis pour survivre à la pandémie ayant réduit comme peau de chagrin le transport aérien.

"Nous ferons tout ce qui est nécessaire" pour aider Boeing, qui représente à lui seul environ 1% du PIB américain, a déclaré le locataire de la Maison Blanche lors de son point presse quotidien sur la crise sanitaire.

L'avionneur, toujours englué dans la crise du 737 MAX, s'est attaché les services des banques d'affaires Lazard et Evercore pour le conseiller dans des négociations avec les autorités américaines sur un possible renflouement, ont indiqué vendredi des sources proches du dossier.

Les discussions entre Boeing et le Trésor, chargé de répartir les 2.200 milliards de dollars du plan de sauvetage de l'économie américaine, devraient débuter aux alentours de fin avril, a ajouté une de ces sources sous couvert d'anonymat. "Boeing n'a pas encore (officiellement et formellement) demandé l'aide mais ils vont le faire", a confirmé M. Trump, ajoutant que "ce n'est pas le bon moment pour vendre des avions". Si le géant de Seattle n'a pas encore déposé le dossier auprès des autorités, Boeing réclame au moins 60 milliards de dollars sous la forme de prêts garantis pour lui et ses 17.000 sous-traitants américains. Le secteur aéronautique emploie environ 2,5 millions de personnes aux Etats-Unis, affirme l'avionneur.

FRANCE - ASSURANCES

Les assureurs-crédit lancent des produits réassurés par l'Etat

Les principaux assureurs-crédit exerçant en France ont annoncé vendredi la prochaine commercialisation de trois produits de couverture de crédits disposant d'une réassurance publique afin de maintenir les échanges commerciaux entre entreprises.

Cinq groupes d'assurance crédit -Atradius, Axa Assurcrédit, Coface, Euler Hermes France et Groupama Assurance-crédit & Caution- commercialiseront "des offres de couvertures de crédits inter-entreprises selon un nouveau dispositif bénéficiant d'une réassurance par l'Etat", explique un communiqué publié par la Fédération française de l'assurance (FFA).

"Les assureurs pourront ainsi continuer à protéger leurs assurés dans leurs échanges commerciaux, malgré une forte dégradation de la situation financière de leurs acheteurs", est-il précisé. Concrètement, trois produits seront commercialisés "à très court terme". Deux contrats dédiés au marché interne seront réassurés par la Caisse centrale de réassurance (CCR) et porteront sur un montant d'encours de garanties d'assurance-crédit de 10 milliards d'euros au total. Le troisième produit, consacré aux exportations vers la quasi-totalité des pays étrangers, sera, lui, réassuré par Bpifrance et portera à 2 milliards d'euros le montant d'encours de garantie. Le communiqué souligne que ces offres sont le résultat de "négociations menées entre assureurs-crédit privés, l'Etat, la CCR, Bpifrance Assurance Export et la Fédération française de l'assurance".

ITALIE - UE - PANDÉMIE

Après l'accord européen, Rome veut toujours des "eurobonds"

Rome s'est dit déterminé vendredi à "gagner le match" au conseil européen en obtenant désormais l'émission d'un emprunt européen commun, les "coronabonds", après avoir œuvré la veille à l'accord sur une réponse économique européenne commune au coronavirus.

Ce consensus, arraché jeudi soir, constitue un soulagement pour les Européens, après des semaines d'atermoiements mettant en évidence une fracture béante entre les pays du Sud et ceux du Nord. "Cela a été une très bonne première mi-temps, maintenant nous devons gagner le match", a déclaré

UE - ÉPIDÉMIE

Sommet de l'UE le 23 avril consacré à la reprise économique

Le président du Conseil européen, Charles Michel, a convoqué vendredi un sommet européen par visioconférence pour le 23 avril, consacré à la relance économique de l'Union, touchée de plein fouet par la pandémie de coronavirus.

"Il est temps de jeter les bases d'une reprise économique musclée", a-t-il affirmé dans un communiqué, au lendemain d'un accord des ministres européens sur une réponse commune à la crise, qu'il a qualifié de "percée significative".

Le plan de plus de 500 milliards d'euros qui a fait l'objet d'un accord jeudi "doit relancer nos économies tout en favorisant la convergence économique au sein de l'UE", a souhaité Charles Michel.

Le budget à long terme de l'Union (2021-2027), toujours en négociation, "sera appelé à jouer un rôle important" dans cette perspective, a-t-il ajouté.

"Avec la présidente de la Commission, je travaille à une feuille de route et un plan d'action pour assurer le bien-être de tous les Européens et le retour d'une Union à la croissance forte, durable et inclusive basée sur une stratégie verte et digitale", promet-il.

Les ministres européens se sont



entendus sur une enveloppe de plus de 500 milliards d'euros pour les Etats, les entreprises et les chômeurs ainsi

qu'un futur "fonds de relance". Les élus européens ont dans leur majorité salué le compromis.

AUTOMOBILE - DISTRIBUTION

La filière automobile appelle à une reprise progressive de l'activité

La filière automobile a appelé vendredi à une reprise progressive de l'activité avec l'aide des pouvoirs publics, la qualifiant "d'urgence vitale" face à la crise dans ce secteur.

Lors d'une réunion avec la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie et des Finances, Agnès Pannier-Runacher, le président de PFA (Plate-Forme Automobile) Luc Chatel a souligné que "pour le secteur automobile, gagner la bataille du redémarrage de l'appareil industriel constituait désormais en enjeu d'intérêt national et suppo-

sait un engagement fort des pouvoirs publics".

Plusieurs réunions ont déjà eu lieu entre PFA, qui représente les principaux acteurs du secteur, et les pouvoirs publics depuis l'instauration des mesures de confinement pour lutter contre la pandémie de coronavirus. En mars, le marché s'est effondré à -72,2% en France, soit une chute de -34% en moyenne sur les trois premiers mois de l'année, rappelle PFA.

"Cette crise sans précédent survient, en effet, alors que le secteur automobile, confronté à des transforma-

tions historiques, fait face, depuis fin 2019-début 2020, à un retournement de cycle, avec une baisse du marché mondial de l'ordre de -5 à -6% en 2019".

Rappelant qu'elle a présenté le 2 avril un code de bonnes pratiques et de solidarités, PFA souligne qu'il s'agit désormais de "créer progressivement les conditions du redémarrage à travers les autorisations de circulation des véhicules de transport indispensables pour la logistique, y compris au niveau des frontières des différents pays européens".

Il convient aussi d'autori-

ser la reprise des "livraisons de véhicules dès que la situation le permettra, puis, dans un second temps, de rouvrir les concessions dans le cadre des exigences sanitaires qui s'imposent".

"Au moment où l'industrie allemande accélère, en phase avec son gouvernement, la préparation du redémarrage rapide aussi bien de son appareil de production que de ses activités de vente, personne ne peut imaginer une reprise en ordre dispersé en Europe et, partant, l'industrie française prendre un retard lourd de conséquences", avertit PFA.

FRANCE - TRANSPORT - AVIATION

Air France-KLM peut tirer profit de la crise, selon le secrétaire d'état français aux transports

L'Etat est prêt à recapitaliser Air France-KLM pour l'aider à sortir de la crise du coronavirus, a indiqué vendredi le secrétaire d'Etat français aux Transports Jean-Baptiste Djebbari, pour qui le groupe "peut tirer profit de cette crise". "Nous pensons qu'il y a trois groupes très solides en Europe, qui sont le groupe Air France-KLM, le groupe IAG autour de British Airways et le groupe Lufthansa", a indiqué M. Djebbari,

notant que "les Etats concernés (...) seront extrêmement concernés pour soutenir les entreprises en trésorerie". Concernant une éventuelle nationalisation d'Air France-KLM, "rien n'a été écarté", a rappelé le secrétaire d'Etat lors d'une audition au Sénat, parlant plutôt "du besoin d'une éventuelle montée au capital". "Je distingue la recapitalisation de la nationalisation, pour la bonne et simple raison que dans la nationalisa-

tion il y a aussi une prise de contrôle par l'Etat", a-t-il ajouté. "Nous avons à Air France-KLM un excellent PDG en la personne de Ben Smith, qui a une vision extrêmement précise du marché, du positionnement concurrentiel d'Air France-KLM, des sorties possibles de cette crise, et je crois qu'il doit être donné à la direction en place (...) toutes les armes (pour) mener la stratégie de reconquête", a-t-il souligné

d'eurobonds", a affirmé M. Gualtieri. Sur cette question, "il y aura la bataille la plus dure" au conseil européen et "nous serons très déterminés", car "le programme n'existe que s'il y a les quatre éléments", a-t-il poursuivi. Il a jugé nécessaire au total 1.500 milliards d'euros au niveau européen, alors que 500 milliards ont pour le moment été débloqués. Il semble néanmoins très difficile de parvenir à un accord sur les eurobonds, alors que l'Allemagne et les Pays-Bas n'ont eu de cesse, ces derniers jours, de réitérer leur opposition totale à cette idée.

RUSSIE - PÉTROLE Le Kremlin considère l'accord OPEP+ comme pratiquement conclu

Le Kremlin a indiqué vendredi qu'il considérerait comme une affaire conclue l'accord provisoire approuvé par une majorité des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et des producteurs non-affiliés "Complètement.

La nuit dernière, 22 pays sont parvenus à un compromis, et la seule question reste de connaître la position du Mexique", a déclaré aux journalistes le porte-parole du Kremlin, Dmitry Peskov, répondant à la question de savoir si Moscou pensait que cet accord serait suivi jusqu'au bout.

Dans les premières heures de vendredi, le président russe Vladimir Poutine, le président américain Donald Trump et le roi Salmane ben Abdulaziz Al Saoud d'Arabie saoudite ont confirmé dans une discussion téléphonique leur intention de coordonner leurs actions visant à stabiliser le marché pétrolier mondial.

Ces dirigeants de trois des plus grands producteurs de pétrole brut ont également convenu de travailler à réduire au maximum l'impact négatif de la volatilité des



opinions sur la situation des marchés pétroliers mondiaux, selon un communiqué du Kremlin.

Le président Trump a appelé le président Poutine plus tard ce vendredi, rapporté par un communiqué du Kremlin. Lors de cet entretien téléphonique, les deux dirigeants ont échangé des

opinions sur la situation des marchés pétroliers mondiaux, y compris l'accord OPEP+ en cours d'élaboration.

L'OPEP et d'autres producteurs de pétrole brut menés par la Russie, réunis en un groupe désigné sous le nom d'OPEP+, sont parvenus jeudi

à un projet d'accord visant à réduire la production afin de contenir l'effondrement des marchés lié à la pandémie de coronavirus. Les pays participants, à l'exception du Mexique, ont convenu de réduire leur production globale de 10 millions de barils par jour (bpj) pour les deux prochains mois à partir du 1er mai, selon un communiqué publié sur le site internet de l'OPEP dans les premières heures de ce vendredi. Sur la période de six mois du 1er juillet au 31 décembre, le montant total de cet ajustement convenu s'élèverait à 8 millions de bpj.

Cette mesure serait suivie par un ajustement de 6 millions de bpj au cours de la période du 1er janvier 2021 au 30 avril 2022.

Cet accord reste conditionné à l'acceptation du Mexique, indique le communiqué.

G 20 - PÉTROLE Les ministres du G20 ne mentionnent aucune baisse de production

Les ministres de l'Énergie des pays du G20 ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur une baisse de la production pétrolière, le communiqué publié samedi à l'issue de longues négociations ne mentionnant aucune réduction.

Les pourparlers s'étaient éternisés vendredi pour tenter de conclure un accord sur une baisse massive de la production pétrolière, jusque-là bloqué par le Mexique. Un accord entre les États-Unis et le Mexique pour aider Mexico à remplir le quota de réduction exigé par les producteurs semblait lever un obstacle à une entente globale. Le communiqué final publié après la fin du sommet virtuel organisé par l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de pétrole, comporte des engagements de coopération future dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus mais ne fait mention d'aucune baisse. "Nous nous

engageons à faire en sorte que le secteur de l'énergie continue à fournir une contribution pleine et effective en vue de vaincre la Covid-19 et de permettre le rétablissement (économique) mondial qui doit suivre", déclarent les ministres dans ce texte. "Nous nous engageons à travailler ensemble dans un esprit de solidarité sur des actions immédiates et concrètes afin de traiter ces problèmes dans une période d'urgence internationale sans précédent", assurent-ils. "Nous nous engageons à prendre toutes les mesures nécessaires et immédiates pour assurer la stabilité du marché de l'énergie", déclarent encore les ministres du G20. En raison du confinement de la moitié de la population mondiale pour limiter la pandémie du nouveau coronavirus, la demande de pétrole est en chute libre, alors même que l'offre était déjà en excédent. L'Organisation des pays

exportateurs de pétrole (Opep) avait évoqué vendredi matin une entente préalable sur une diminution de l'offre mondiale - de 10 millions de barils de brut par jour (mbj) en mai et juin.

Cette entente avait été obtenue lors d'une réunion des principaux pays producteurs de pétrole dont la Russie, non-membre de l'Opep mais deuxième producteur mondial et chef de file des partenaires du cartel.

Mais le Mexique, lui aussi non-membre de l'Opep, n'avait pas donné son approbation, indispensable pour entériner l'accord lors de cette réunion. Mexico trouvait en effet excessif l'effort qui lui était réclamé (réduction de production de 400.000 barils par jour), comparé à d'autres pays. Quelques heures plus tard, le président mexicain n, Andrés Manuel Lopez Obrador, indiquait être parvenu à un accord avec son homologue américain,

Donald Trump, pour réduire la production de pétrole de son pays. Il précisait que le Mexique réduirait ses pompes de 100.000 barils par jour (bj) et que les États-Unis allaient diminuer les leurs de 250.000 bj supplémentaires par rapport à leurs engagements précédents, pour compenser la part mexicaine. M. Trump avait ensuite confirmé que les États-Unis avaient accepté d'aider le Mexique à atteindre son quota de réduction.

"Nous acceptons de baisser la production. Et eux acceptent de faire quelque chose pour nous dédommager à l'avenir", avait dit le président américain. Mais cet accord américano-mexicain n'a pas permis de parvenir à une décision de baisse de la production lors des discussions des ministres de l'Énergie du G20. Les efforts diplomatiques s'étaient pourtant multipliés pour tenter de parvenir à un accord.

MEXIQUE - USA Le président mexicain et Trump parviennent à un accord sur une réduction de la production de pétrole

Le président mexicain, Andrés Manuel Lopez Obrador, a indiqué vendredi être parvenu à un accord avec son homologue américain Donald Trump pour réduire la production de pétrole du pays, question qui bloquait un accord en gestation entre pays producteurs pour une baisse massive de l'offre d'or noir.

Le président a précisé que son pays allait réduire ses pompes de 100.000 barils par jour (bj) et que les États-Unis allaient de leur côté diminuer les leurs de 250.000 bj supplémentaires par rapport à leurs engagements précédents pour compenser la part mexicaine.

Cette annonce intervient alors qu'un accord était vendredi à portée de main

après une réunion cruciale des pays exportateurs de pétrole pour une réduction en mai et juin de la production mondiale à hauteur de 10 millions de barils par jour pour enrayer la chute des cours.

L'accord, qui prévoit aussi que cette réduction passe à 8 millions de barils par jour de juillet à décembre, nécessitait l'accord de Mexico pour entrer en vigueur.

Le chef de l'État mexicain a expliqué que lors de la réunion des pays exportateurs, il avait été demandé à Mexico de réduire sa production de 400.000 bj alors que le pays tente justement de la relancer.

"On nous demandait une réduction

équivalente à celle de l'Arabie Saoudite ou de la Russie, de l'ordre de 23% de la production", a-t-il fait valoir en conférence de presse. "On a maintenu notre position jusqu'à la fin car cela nous a demandé beaucoup d'efforts d'augmenter notre production", a-t-il ajouté.

Pemex, le groupe pétrolier mexicain, a vu passer sa production d'une moyenne de 3,4 millions de bj en 2004 à 1,6 million de bj actuellement.

Le gouvernement du président Andrés Manuel Lopez Obrador a déjà injecté quelque 70 milliards de dollars pour tenter de renflouer les finances de Pemex, qu'il considère comme crucial pour la souveraineté nationale, et relancer la production.

NIGERIA Le Nigeria va diminuer sa production de pétrole à 1,4 mbj

Le Nigeria, premier producteur de pétrole en Afrique, a salué vendredi l'accord "historique" de l'OPEP visant à réduire la production de brut et s'est engagé à diminuer sa production de 1,9 à 1,4 mbj, espérant un rebond de 15 dollars du prix du baril. Les principaux producteurs de pétrole réunis jeudi se sont entendus, à l'exception du Mexique, sur une réduction en mai et juin de la production mondiale à hauteur de 10 millions de barils par jour, afin d'endiguer la chute des prix sur le marché du brut.

Le Nigeria a fait savoir vendredi que sa production tomberait à 1,412 million de barils par jour au cours de cette période initiale (contre environ 1,9 actuellement).

"On s'attend à ce que cette intervention historique, une fois conclue, fasse rebondir le prix du pétrole brut d'au moins 15 dollars le baril à court terme", a déclaré le ministre du Pétrole, Timipre Sylva, dans un communiqué.

Le gouvernement nigérian a dû réduire drastiquement son budget national prévu pour 2020, calculé sur un prix référence de 57 dollars et avec une production dépassant les 2 mbj.

M. Sylva espère que ce "rebond potentiel des prix pour ait rapporter environ 2,8 milliards de dollars" au pays.

Le prix du baril est tombé sous la barre des 20 dollars en raison de l'effondrement historique de la demande, dû au ralentissement de l'économie mondiale et de la guerre des prix entre l'Arabie saoudite et la Russie.

Une nouvelle réunion est prévue le 10 juin, toujours en visioconférence, pour décider de mesures supplémentaires, autant qu'il sera nécessaire pour équilibrer le marché.

L'accord prévoit aussi un niveau de réduction de la production entre janvier 2021 et avril 2022, à 6 millions de barils par jour.

NIGÉRIA Une fois les raffineries pétrolières réhabilitées, la NNPC se désengagera de leur gestion

Les quatre raffineries publiques nigérianes ne seront plus gérées par la société publique du pétrole (NNPC), après leur remise à niveau, a annoncé le patron de la société NNPC, Mele Kyari.

"Une compagnie privée sera engagée par la fédération pour gérer les usines sur une base d'opération et de maintenance", a précisé M. Kyari. "Nous allons définir un contrat avec un partenaire privé.

La NNPC ne l'exécutera pas.

Nous allons choisir une entreprise qui garantira que ces usines fonctionneront pendant un certain temps.

Nous voulons essayer un modèle différent pour les faire fonctionner et nous allons appliquer ce processus à l'exploitation des deux autres raffineries", a expliqué le responsable.

Il a ajouté, dans le même cadre que le projet vise à pousser le secteur privé à investir dans les raffineries et à épauler le secteur public dans ses efforts pour l'autosuffisance en produits pétroliers.

La société publique est depuis longtemps critiquée pour sa gestion calamiteuse des usines et les différents programmes de remise à niveau ont coûté plus de 25 milliards de dollars au cours des dernières années.

Une somme ahurissante étant donné que les usines sont vétustes et ne produisent même pas 10 % de la demande domestique en produits pétroliers, selon le responsable.

Au cours des cinq dernières années, plusieurs organisations de la société civile ont milité pour un changement de paradigme dans la gestion de ces installations "budgetivores et devenues sans intérêt?".

Le processus de réhabilitation, qui est l'un des volets phares du programme d'action du président Buhari, doit être achevé d'ici 2022.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ À AIN DEFLA

Plus de 330 affaires traitées durant le mois de mars (Sûreté de wilaya)



Au total, 336 affaires criminelles impliquant 258 personnes dont 38 placées en détention provisoire ont été traitées par les services de sécurité de Ain Defla durant le mois de mars de l'année en cours, a-t-on appris vendredi de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Les crimes et délits contre les biens privés arrivent en tête des affaires traitées (154), suivis des crimes et délits contre les personnes (126), les crimes et délits contre les biens publics (14), les us et coutumes (11), la cybercriminalité (6), en sus de 5 affaires ayant un cachet économique et financier, a-t-on détaillé de même source, faisant état de l'implication de 232 personnes dont 26 ont été placées en détention préventive. S'agissant du volet lié à la lutte contre la consommation et le trafic de la drogue et des psychotropes, les mêmes services ont procédé durant la période considérée au traitement de 20 affaires lesquelles se sont soldées par la saisie de 36 g de kif traité et 509 unités de psychotropes, a-t-on encore précisé, relevant que des 26 personnes impliquées dans ces affaires, près de la moitié (14) ont été mis en détention provisoire.

RELIZANE

222 infractions pour violation des mesures de confinement partiel

Les services de la Gendarmerie Nationale ont enregistré 222 infractions liées à la violation des mesures de confinement partiel entrant dans le cadre de la prévention contre la propagation du Coronavirus, a-t-on appris vendredi, auprès de corps de sécurité.

La même source a indiqué à l'APS, que les éléments de la Gendarmerie nationale de Relizane ont enregistré depuis le début de l'application des mesures de confinement partiel dans la wilaya, 222 infractions, de diverses natures ayant touché les piétons, conducteurs de véhicules et motocyclistes, en faisant savoir que des procès verbaux de poursuites judiciaires ont été dressés à l'endroit des contrevenants. Il a été procédé également, dans le cadre de ces mesures, à l'interdiction de tout déplacement dans la durée du confinement partiel, à l'exception des véhicules disposant d'une autorisation de circulation, à la lumière des mesures sanitaires préventives prises contre la propagation du coronavirus, la mise en fourrière de 43 véhicules et 8 motocycles, a-t-on ajouté de même source.

Ces opérations ont été effectuées suite à la mise en place de points de contrôle et barrages de sécurité au niveau des grands axes routiers de la wilaya, et des tournées (rondes) de contrôle des véhicules et piétons à travers le territoire et les chemins de wilaya, a encore ajouté la même source. A l'occasion, les services de la Gendarmerie nationale de Relizane qui sillonnent les artères et quartiers, appellent, à travers des hauts parleurs, les citoyens à avoir le sens de responsabilité, par respect des mesures préventives, de rester chez soi et de ne sortir qu'en cas de nécessité extrême et de respecter également les mesures de confinement à domicile comme impératif pour se protéger contre le coronavirus.

COVID-19 - TIZI-OUZOU

Le confinement, un rempart salvateur porté par les populations

La gestion de la situation de confinement dictée par la prévention contre la propagation du Covid-19 à travers les villages de la wilaya de Tizi-Ouzou, s'organise d'avantage et devient un rempart porté par l'ensemble des villageois, comme c'est le cas au village Mzeguène, dans la commune d'Illoula Oumalou, au Sud-est de la wilaya.

A l'entrée Nord du village, à hauteur d'un chapiteau dressé sur le bord de la route, des jeunes flanqués de gilets jaunes fluorescents et de matériel de désinfection nous arrêtent. Le véhicule est aspergé.

Pneus, poignées de portes et même les vitres, avant de nous souhaiter bonne route et conseiller d'être "prudent".

Un autre poste contrôle, est, également, installé au Sud du village traversé par le chemin de wilaya, CW 09, reliant Tizi-Ouzou à la wilaya de Béjaia, et tous les véhicules de passage sont systématiquement "contrôlés et désinfectés" nous apprend-t-on.

Même les randonnées en montagne sont soumises à autorisation de même que les travailleurs ou toute personne se rendant quelque part sont soumis à ces contrôles.

"La circulation automobile a, certes, diminué depuis l'apparition de cette pandémie mais elle persiste quand même. Beaucoup de gens de la région se rendent, notamment, dans la ville d'Akbou (Béjaia)" souligne, à ce propos, M'barek Oukaci, membre du comité de ce village, ajoutant qu'en fait, de contrôle, "il est demandé aux automobilistes si leur destination est le village ou juste de passage". Sur la principale placette du village, où se trouvent la mosquée et le monument des martyrs, "l'organisation" du confinement est visible. Plusieurs personnes, avec gilets et brassards et distancées les unes des autres, s'affairent qui avec un registre à la main, qui au téléphone.

"Ici, c'est le QG du comité, c'est d'ici que toutes nos actions sont coordonnées" explique Oukaci.

Mis en place dès la mi-mars, le confinement de ce village de plus de 4 000 âmes, encadré par le comité et l'association de jeunes du village, est une décision "unanime, consciente et assumée" de l'ensemble des habitants, soutient-il, à ce propos. "Les habitants étaient conscients du risque encouru à cause de cette pandémie et la décision de confinement n'avait pas suscité grand débat.

Les villageois sont tous compréhensifs de la situation à laquelle ils s'y sont vite adaptés, ayant compris qu'il y a de leur (sur) vie" a-t-il ajouté excluant "une quelconque difficulté à l'imposer, même aux jeunes".

Et pour cause, fait-il remarquer "les habitants du village, situé en haute montagne est, toute proportion gardée, habituée aux confinements qu'elle vit pratiquement à chaque saison hivernale" précisant qu'il n'est que "l'impératif de distanciation et les mesures préventives qui sont venues s'ajouter".

Confinement jusqu'à nouvel ordre

Sitôt dit, sitôt fait. Une organisation complète est mise en place mobilisant



l'ensemble des ressources matérielles et humaines du village, notamment, la jeunesse. "Les jeunes sont les plus investis dans la gestion de ce confinement, ils ont de la volonté et sont, pour la plupart, universitaires et instruits" souligne Oukaci. Les premiers achats de denrées, médicaments, produits et matériel de désinfection effectués, un programme d'action est élaboré et mis en oeuvre depuis. Approvisionnement et rationnement des denrées alimentaires, stérilisation des allées et places du village et prise en charge des malades, "la machine est bien huilée à présent et le semblant de pression vécue au début s'est allégée", reconnaît-il.

L'opération de désinfection s'effectue au quotidien au niveau de l'ensemble des allées du village et de toutes les habitations, des stocks de détergents sont constitués et les déplacements en dehors du village sont réduits au strict nécessaire et tous portés sur un registre réservé à cet effet.

L'approvisionnement des habitants en denrées alimentaires et en fruits et légumes est assuré par les 04 commerçants du village qui bénéficient d'autorisations spéciales pour cela.

Ces derniers ont été, par ailleurs, instruits de mettre des barrières à l'entrée de leurs magasins et de ne servir qu'une personne à la fois, en veillant aux mesures d'hygiène et de protection.

Pour le lait, les habitants sont servis une fois tous les deux jours avec des quantités suffisantes par foyer qui sont rationnées par le comité, quant aux fruits et légumes "un mandataire du village disposant d'un hangar s'en occupe.

Il est, lui aussi, doté de moyens de protection qui sont désinfectés à chaque retour du marché" fait savoir le responsable villageois.

Un léger manque est observé s'agis-

sant de la semoule, mais, indique notre interlocuteur, "les habitants ont tous été déjà servis une fois au début du confinement et le comité s'occupe à présent de remédier à ce manque".

Le comité du village s'est aussi chargé du recensement des malades chroniques du village afin de leur fournir les traitements nécessaires et d'assurer leur approvisionnement en médicaments, en cas de rupture et de stock et aussi "dans l'incertitude, parer à l'évolution de la situation" explique Jugurtha, jeune étudiant membre de l'association du village.

"Nous avons constitué un stock de médicament pour les malades chroniques et nous prenons en charge aussi l'évacuation des malades qui peuvent se déclarer en veillant au respect des mesures de protection contre cette pandémie" soutient-il.

Avec le temps, les habitants du village, qui n'ont enregistré aucun cas, pas même suspect, à l'instar, d'ailleurs, des 17 villages de la commune qui ont tous pris de pareilles mesures de confinement, "se sont habitués à cette "nouvelle vie", et respectent les consignes données, conscients des risques de cette pandémie, mais aussi, que c'est le seul rempart contre sa propagation" observe Oukaci.

Le fait, également, "qu'ils soient conscients que ce confinement est juste un passage, le rend supportable pour le moment" a-t-il renchérit soulignant qu'il sera maintenu "jusqu'à nouvel ordre".

"Pour l'heure, nous nous occupons du confinement, nous aviserons du déconfinement quand cette pandémie aura quitté les parages" a-t-il fait remarquer sur une note d'humeur qui dénote de l'optimisme des habitants de ce village.

ORAN

Arrestation de deux personnes pour diffusion d'une vidéo incitant à l'atteinte à l'ordre public

Les services de la sûreté de wilaya d'Oran ont arrêté deux personnes, impliquées pour avoir été, à l'origine de la diffusion d'une vidéo sur les réseaux sociaux, incitant à l'atteinte à l'ordre public et à la violation du confinement, a-t-on appris vendredi de ce corps de sécurité. Dans le cadre de la lutte contre la diffusion de vidéos à travers les réseaux sociaux, incitant au trouble,

à la lumière des mesures de confinement sanitaire préventives prises contre le Coronavirus, les services de sûreté urbaine 11 et 6, en coordination avec la brigade de lutte contre la cybercriminalité, ont réussi à mettre hors état de nuire deux (2) personnes qui diffusaient, de manière séquentielle, via facebook, des vidéos, touchant à l'intérêt national, et qui portent atteinte aux

symboles de l'Etat, incitent au troubles de l'ordre public et qui appellent à la violation du confinement, a-t-on indiqué de même source.

Les deux personnes arrêtées, ayant des précédents judiciaires, avaient diffusé une vidéo sur la page Facebook, dont le contenu incluait l'atteinte à un corps constitué, diffamation (calomnies), menace et inci-

talement aux troubles de l'ordre public et appel à la violation du confinement, et ce, en violation de tous les décrets et ordonnances administratifs en vigueur, a-t-on fait savoir de même source. Les deux mis en cause, âgés de 32 ans, ont été placés en mandat de dépôt, après avoir été traduits devant justice, selon la même source.

ETATS-UNIS - ESPACE - PANDÉMIE COVID-19

Une astronaute estime surréaliste ce qu'il se passe sur terre

L'astronaute américaine Jessica Meir qui devra rentrer sur terre la semaine prochaine, a estimé vendredi, "assez surréaliste", ce qu'il se passe sur la planète terre, à la lumière de la propagation de la pandémie de Covid-19.

Après presque sept mois passés à bord de la Station spatiale internationale (ISS), elle échangera un confinement pour un autre.

"C'est assez surréaliste de voir ce qu'il se passe sur la planète en dessous de nous", a raconté l'astronaute de 42 ans lors d'un échange téléphonique en direct avec des journalistes, depuis l'ISS, aux côtés de ses coéquipiers Andrew Morgan et Chris Cassidy (il y a aussi trois Russes en ce moment).

Pour l'astronaute, "la Terre a toujours l'air aussi éblouissante, vue d'ici, donc c'est difficile de croire tous les changements qui se sont produits depuis qu'on est ici". Les astronautes sont des pros de l'isolement: ils pas-



sent en général six mois ou plus confinés dans la station.

Jessica Meir est ainsi arrivée en septembre. Leurs conseils pour un confinement réussi sont néanmoins

simples, et commencent par le respect d'un emploi du temps très précis. "Nous avons un programme et nous le suivons à la lettre", a dit Andrew Morgan, 44 ans,

arrivé là-haut en juillet 2019.

"L'exercice physique, l'hygiène personnelle, le sommeil, tout est prévu. C'est très important de respecter l'emploi du temps", a-t-elle dit. L'autre règle fondamentale est d'"être un bon coéquipier". "Nous sommes tout le temps en train de réfléchir à la façon dont nos actions affectent les autres", dit ce médecin urgentiste recruté il y a sept ans par la Nasa. Ce sera peut-être le bon côté de la pandémie, conclut Jessica Meir: les familles et amis qui resserrent leurs liens, se parlent plus souvent, font plus attention. Peut-être apprendrons-nous à "nous traiter les uns les autres avec plus d'humanité".

ONU

Les retombées de la pandémie du coronavirus pourraient aggraver la pauvreté mondiale

Une nouvelle étude publiée par l'Université des Nations-Unies a averti que les retombées économiques de la pandémie du coronavirus pourraient aggraver la pauvreté mondiale pour un demi-milliard de personnes.

Une telle situation représente 8% de la population humaine et ce serait la première fois que la pauvreté augmente dans le monde depuis 1990, selon les auteurs de cette étude, qui estiment qu'un recul de cette ampleur annulerait une décennie de

progrès mondiaux en matière de réduction de la pauvreté. L'étude montre, en outre, que la réalisation de l'Agenda 2030 des Nations-Unies, en particulier les Objectifs de développement durable sur l'absence de pauvreté et la faim zéro, est menacée de manière considérable. Par ailleurs, une autre étude de l'équipe spéciale inter-institutions sur le financement du développement dirigée par les Nations-Unies a appelé les gouvernements à prendre des mesures immédiates

pour prévenir une crise mondiale de la dette potentiellement dévastatrice et remédier aux ravages économiques et financiers causés par la pandémie du Covid-19. Selon le rapport 2020 du système des Nations-Unies sur le financement du développement durable, même avant l'apparition de la pandémie de coronavirus, un pays sur cinq - où vivent des milliards de personnes dans la pauvreté - risquait de voir son revenu par habitant stagner ou diminuer cette année.

ONU - ENFANTS

Des agences onusiennes appellent à unir les efforts pour protéger les enfants contre le COVID-19

Les dirigeants de l'UNICEF, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et d'ONU Femmes, ainsi que les Représentants spéciaux du Secrétaire général de l'ONU travaillant sur la question de la violence contre les enfants, ont lancé un appel conjoint aux gouvernements, à la communauté internationale et aux dirigeants de tous les secteurs à réagir d'urgence en unissant leurs efforts pour protéger les enfants contre les conséquences du COVID-19. La pandémie expose les enfants à un risque accru de

violence, notamment de mauvais traitements, de violence sexiste et d'exploitation sexuelle, ont-ils averti.

Ces responsables onusiens ont également déclaré qu'une réponse collective doit inclure le maintien des services de santé et sociaux essentiels, assurer la gestion des cas de protection de l'enfance, des arrangements alternatifs de soins d'urgence, et assurer une protection sociale aux enfants et aux ménages les plus vulnérables.

L'ONU a également alerté, cette semaine, sur le

risque de violence et d'exploitation encouru par les enfants pendant la pandémie de COVID-19, et a appelé à renforcer les mesures de protection de l'enfance afin d'aider à préserver le bien-être de millions d'enfants à travers le monde.

"A une époque où les enfants sont enfermés et isolés à la maison et ailleurs, ils courent un plus grand risque d'être victimes de violence et d'exploitation, ainsi que de voir leur santé mentale menacée", a fait valoir la Représentante spéciale du Secrétaire général des

Nations-Unies sur la violence contre les enfants, Najat Maalla M'jid.

"Cela est particulièrement vrai pour ceux qui sont déjà dans des situations vulnérables, qui ne doivent pas être laissés pour compte", a-t-elle souligné.

Selon l'ONU, les parents, les personnes qui s'occupent des enfants, les prestataires de services et les responsables de l'application des lois ont tous besoin d'un soutien supplémentaire pour minimiser les risques accrus auxquels sont exposés les enfants.

RUSSIE

Mutinerie et incendie dans une prison en Sibérie

De violents accrochages entre prisonniers et gardiens sont en cours dans une prison de la région d'Irkoutsk (Sibérie orientale), où un grand incendie faisait aussi rage vendredi, ont indiqué les autorités.

Plusieurs détenus de la colonie pénitentiaire n.15 de la ville d'Angarsk, à une cinquantaine de kilomètres au nord d'Irkoutsk et du Lac Baïkal, ont brisé jeudi des caméras de surveillance et se seraient taillés les avant-bras avec les débris de verre, ont indiqué

vendredi dans un communiqué les services pénitentiaires régionaux.

Au cours de cet incident, "un gardien a été attaqué" et hospitalisé, affirment les autorités.

Il s'agit selon les premiers éléments d'un "incendie criminel allumé par les prisonniers".

L'émeute continue depuis la nuit dernière", a indiqué le service de presse du comité d'enquête à l'agence Ria Novosti.

Dans une vidéo publiée jeudi par le

groupe de défense des droits "Pour les droits humains", un prisonnier affirme avoir été battu et s'être taillé les veines pour protester.

Un militant du groupe de défense des droits Sibérie S ans Torture a déclaré que les forces anti-émeute encerclaient la prison, et que les prisonniers affirmaient se faire tirer dessus avec des canons à eau.

"Maintenant, deux colonies supplémentaires se préparent à une émeute", a-t-il indiqué.

ROUMANIE - ALLEMAGNE

Des saisonniers roumains en partance vers l'Allemagne en dépit de la pandémie

Des milliers de saisonniers roumains attendaient vendredi de monter dans des avions pour l'Allemagne en pleine pandémie de nouveau coronavirus, malgré la fermeture des frontières en Europe et après un renforcement des normes sanitaires.

Début avril, l'Allemagne a décidé de permettre l'entrée sur son territoire aux étrangers désireux de participer aux récoltes, après avoir initialement interdit leur arrivée pour tenter d'endiguer la propagation du Covid-19. "Trois charters avec près de 600 passagers (au total) à leur bord attendent le feu vert du ministère des Transports pour pouvoir décoller vers l'Allemagne", a déclaré le porte-parole de l'aéroport international de Bucarest, Valentin Iordache, cité par des médias. Six autres doivent quitter l'aéroport de Cluj (nord-ouest) dans le courant de la journée et dix autres pendant le week-end, a dit pour sa part, son directeur David Cicco. Jeudi, 1.800 saisonniers sont partis pour l'Allemagne. Les opérateurs aériens devront dorénavant obtenir l'accord du gouvernement pour tout affrètement aérien, augmenter les délais d'embarquement et organiser la mise à distance sociale de leurs clients.

Cette nouvelle réglementation, décidée dans la nuit de jeudi à vendredi, ne s'appliquera pas toutefois aux vols organisés en moins de 24 heures.

Alors que l'incertitude planait quant à l'entrée en vigueur de ces mesures, une centaine de saisonniers en partance de Iasi (nord-est) ont été informés que leurs deux charters avaient été annulés. "Finalement les avions partiront avec un peu de retard, les passagers ont été invités à retourner à l'aéroport", a expliqué à un porte-parole. Depuis le début de la pandémie de Covid-19, la Roumanie, a enregistré la perte de plus d'un million d'emplois. Elle n'envisage pas d'"empêcher les saisonniers de chercher du travail" en Europe de l'Ouest, a déclaré jeudi le Premier ministre Ludovic Orban, estimant qu'il pourrait s'agir au total de 80.000 à 90.000 personnes. Ce pays enregistrait vendredi près de 5.500 cas de Covid-19, dont 265 décès. L'Allemagne accueille chaque année près de 300.000 travailleurs saisonniers étrangers pour effectuer des tâches agricoles saisonnières, en majorité originaires de Roumanie et de Pologne, selon les chiffres du principal syndicat roumain de la branche, le DBV.

COLOMBIE

Des leaders sociaux réclament l'arrêt de la violence en raison du coronavirus

Plusieurs leaders communautaires en Colombie ont appelé à la cessation des actes de violence dans les régions les plus touchées par les combats entre les groupes armés qui se poursuivent en dépit du confinement obligatoire instauré dans le pays pour endiguer la propagation du coronavirus.

Selon la presse locale, l'appel a été lancé lors d'un débat virtuel organisé par le Congrès (parlement) à l'occasion de la Journée nationale de la mémoire et de la solidarité avec les victimes du conflit armé, célébrée le 09 avril de chaque année.

Ainsi, Leyner Palacios, l'un des leaders sociaux les plus connus du pays, a exprimé sa préoccupation quant à la situation sécuritaire qui prévaut à Bojaya, relevant du département de Chocó (ouest), où, selon lui, la population "ne peut rester chez elle" pendant la période de confinement (25 mars-26 avril) car elle doit "fuir les combats" entre les groupes armés.

Les habitants de plusieurs villages de Chocó doivent faire face à la fois à "la pandémie" du coronavirus et à la pénurie d'eau et de médicaments pour se soigner, a ajouté le lauréat du Prix mondial du pluralisme 2017 pour son action au profit des droits des victimes du conflit armé en Colombie.

Ces propos interviennent après le cri d'alarme lancé le 5 avril par des représentants du peuple indigène Embera dans lequel ils ont dénoncé l'état de confinement imposé à la réserve de Pichicora, dans la municipalité de Bojaya, à cause des affrontements entre la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN) et les paramilitaires des Forces d'autodéfense gaitanistes de Colombie (AGC), rappellent les médias locaux. Pour sa part, Francia Marquez, lauréate du prix catalan Joan Alsina pour les droits de l'homme 2019, a déclaré que le conflit armé persiste toujours sa région natale du Cauca (sud-ouest). A l'instar des autres régions touchées par la violence, cette situation rend plus difficile le respect du confinement décrété par le gouvernement pour freiner la progression du coronavirus, a-t-elle mis en garde lors de ce débat parlementaire.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

Guéris du coronavirus au CHO d'Oran, 23 patients quittent l'hôpital

Complètement guéris du covid 19, 23 patients hospitalisés au niveau du service des maladies infectieuses du CHU d'Oran, ont quitté ce vendredi l'hôpital, a indiqué à l'APS, le Pr Mouffok Nadjet, chef de service des maladies infectieuses.

"L'annonce de la nouvelle à ces patients, qui craignaient le pire a suscité une grande émotion", a souligné la même responsable qui s'est réjoui de voir ces personnes "tiré d'affaire" et "vaincre le coronavirus".

Les 23 patients de différentes tranches d'âge ont été tous soumis à la chloroquine, a-t-elle fait savoir, ajoutant que le traitement continue pour le restant des patients, en espérant voir autant de guérison dans les jours à venir.

L'établissement hospitalier universitaire d'Oran (EHUO) "1er Novembre", a également annoncé jeudi soir le rétablissement de 3 patients, dont un soumis à la chloroquine, ce qui élève le nombre des malades guéris au niveau de la wilaya d'Oran à 26.

PR. RÉDA MAHIAOUI : "Pas de complications chez les patients traités à la Chloroquine"

Les patients atteints de coronavirus et soumis au protocole à base de Chloroquine n'ont pas présenté de complications, a indiqué le Pr. Réda Mahiaoui, membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus.

Le traitement à la Chloroquine préconisé avec le Zithromax par le ministère de la Santé depuis le 23 mars dernier "a prouvé son efficacité et permis l'amélioration de l'état de santé des patients, selon les premières constatations", a déclaré Pr. Mahiaoui vendredi à la presse en marge de l'annonce du bilan quotidien de la pandémie du Coronavirus en Algérie. De son côté, Pr. Nassima Achour, chef de service des maladies infectieuses d'El Kettar (Alger) a fait état du rétablissement total de 17 cas sur 42 traités à la Chloroquine. Dans le même contexte, le membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr. Mohamed Bekkat Berkani a évoqué "des cas de guérison parmi les malades traités à la Chloroquine".

Néanmoins, a-t-il estimé "il est encore tôt d'avancer un chiffre global car chaque cas nécessite au moins 10 jours de traitement".

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avait déclaré que le traitement de la Chloroquine donnait "des résultats encourageants" et qu'une étude nationale globale allait être présentée après l'administration de ce traitement à un plus grand nombre de malades".

ANNABA

Lancement jeudi prochain des tests de dépistage au laboratoire régional du CHU

Le test de dépistage du coronavirus sera effectué à partir de jeudi prochain au laboratoire régional des analyses du centre hospitalier universitaire CHU-Annaba a indiqué vendredi le directeur local de la santé et de la population, Abdenacer Daâmeche.

"L'équipement de laboratoire et le matériel nécessaires au dépistage du Covid-19 ont été déjà réceptionnés", a précisé à l'APS le même responsable, ajoutant "qu'un spécialiste de l'Institut Pasteur d'Alger est attendu à Annaba au début de la semaine prochaine pour assurer une formation à l'équipe du laboratoire

DR. FOURAR :

"21 nouveaux décès entre le 30 mars et le 10 avril"

Vingt-et-un (21) nouveaux décès des suites de Coronavirus, diagnostiqués entre le 30 mars et le 10 avril courant au niveau de 11 wilayas, ont été déplorés en Algérie, a indiqué, vendredi, Dr. Djamel Fourar, porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Coronavirus.

Lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la situation pandémique Covid-19, Dr.

Fourar a précisé que les décès ont été enregistrés dans 11 wilayas, 6 à Blida et 6 autres à Alger, 1 dans chacune des wilayas d'Oran, Tizi-Ouzou, Tipaza, Boumerdes, Msila, Biskra, Djelfa, Mascara et Bouira.

Il a ajouté que lors des dernières 24 heures, 95 nouveaux cas confirmés ont été recensés, répartis sur 20 wilayas, portant le nombre global des cas atteints à 1761 dans 46 wilayas, précisant qu'aucun cas positif n'a été diagnostiqué aujourd'hui au niveau de 26 wilayas, tandis que 13 wilayas ont enregistré entre 1 et 3 cas confirmés. Concernant les malades guéris, Dr. Fourar a déclaré que leur nombre, quotidiennement, s'élève à présent à 405 dont 133 à Alger et 126 à Blida, précisant que 1712 malades ont été soignés au protocole à base de Chloroquine, dont nombre suite à un diagnostic physiologique et d'autres par examen radiologique et scanner thoracique. Pour ce qui est de la répartition des cas suivant le sexe et la tranche d'âge, il a fait état de 1025 hommes (58%) et 736



femmes (42%), relevant que 40% des malades étaient âgés de moins de 50 ans et 60% de plus de 60 ans.

Dr. Fourar a tenu, en conclusion, à rappeler que le numéro vert (3030) reste à la disposition des citoyens pour répon-

dre à leurs préoccupations, réitérant l'impératif de respecter les recommandations des spécialistes concernant les règles d'hygiène personnelle et environnementale, ainsi que des conditions de confinement sanitaire.

Arrivage de Chine de la 2^e commande de moyens de protection

La deuxième commande de matériels médicaux et de moyens de protection du nouveau coronavirus (Covid-19) est arrivée vendredi à l'aéroport international Houari-Boumediene (Alger), en provenance de Chine.

Un total de 30 tonnes de moyens de protection, d'appareils de dépistage du Covid-19 et de respirateurs artificiels ont été transportés de Pékin (Chine) à Alger à bord de deux avions militaires en 38 heures.

Dans une déclaration à la presse, le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Amar Belhimer, qui a supervisé la réception de cette commande en compagnie du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, et du ministre délégué chargé de l'industrie pharmaceutique, Dr. Djamel Lotfi Benbahmed, a affirmé que ces équipements concernent trois modèles, à savoir "des équipements individuels, à l'instar de

bavettes et de masques, outre des kits de dépistage du Covid-19 et des respirateurs artificiels".

Il a souligné, à cet égard, que cette opération "confirme, une fois de plus, le souci de l'Etat algérien quant à la santé publique et la sécurité de ses citoyens et affirme en outre la profondeur et la solidité des relations algéro-chinoises".

"Tous les établissements de santé du pays seront dotés en équipements nécessaires pour éradiquer la pandémie du Covid-19", a-t-il précisé.

A cette occasion, M. Belhimer a salué "la participation efficace et permanente de l'Armée populaire nationale (APN), aux efforts nationaux visant la lutte contre le Covid-19", faisant savoir que "cette participation se poursuivra jusqu'à la fin de la pandémie".

Pour sa part, M. Benbahmed a expliqué que cette cargaison était constituée de "500.000 masques de type FFP2", 40.000 kits de dépistage et 100 respira-

teurs, annonçant que "l'arrivée prochain d'une autre commande de moyens de protection". De son côté, le commandant Belabed Touati Amine de la direction de la communication, de l'information et de l'orientation (DCIO) de l'état-major de l'Armée populaire nationale (APN) a affirmé "qu'en application des instructions du Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune et avec la supervision directe du haut Commandement de l'ANP, ces équipements ont été acheminés à bord de deux avions de type iliouchine 76 relevant des forces aériennes algériennes, en un temps record", et ce "dans le cadre de la poursuite des efforts nationaux de lutte contre la pandémie de nouveau coronavirus, ajoutant que d'autres vols similaires seront organisés pour acheminer d'autres équipements.

"L'ANP restera disponible

et opérationnelle pour répondre à l'appel de la Nation et servir le peuple en toutes circonstances, jusqu'à l'éradication totale de cette pandémie", a souligné le même responsable.

Le pilote de l'avion, le colonel Merrah Ahmed a indiqué que "cette mission a été accomplie dans de bonnes conditions". Une première commande de ces moyens de protection est arrivée, dimanche dernier en Algérie, en provenance de la ville de Shanghai en Chine.

Lors de sa dernière entrevue avec des représentants d'organes de presse nationaux, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait rassuré les Algériens quant à la disponibilité des produits utilisés pour la prévention contre la pandémie du nouveau coronavirus, révélant que l'Algérie avait passé commande pour l'acquisition de 100 millions de masques chirurgicaux et de 30.000 kits de dépistage.



régional qui devra procéder au dépistage du coronavirus". Selon le même responsable, la démarche a été entreprise par la direction locale de la santé après l'aval obtenu du ministère de tutelle.

L'initiative permettra la prise en charge des besoins de diagnostics des cas suspects d'infection par le Covid-19 à Annaba et conforte les efforts déployés pour contrôler les différents indicateurs liés à la pandémie de Corona, ceux des délais de diagnostic notamment, a conclu M. Daâmeche.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

USA

Record de plus de 2.100 morts aux Etats-Unis en 24 heures

Les Etats-Unis sont devenus le premier pays au monde à dépasser les 2.000 morts du nouveau coronavirus en une journée, avec 2.108 décès supplémentaires enregistrés en 24 heures, selon le comptage de l'université Johns Hopkins à 20H30 locales vendredi.

Le nombre total de morts recensés aux Etats-Unis est de 18.586, soit très proche du pays le plus endeuillé, l'Italie, qui déplore 18.849 décès, mais avec une population cinq fois moins importante.

L'Amérique approche par ailleurs du demi-million de cas officiellement déclarés de la maladie (+35.000 cas recensés en 24 heures). Les Etats-Unis relèvent depuis le milieu de la semaine dernière plus de 1.000 nouveaux décès quotidiens, et avaient déjà enregistré mardi et mercredi près de 2.000 morts en 24 heures, alors également les pires bilans quotidiens dans le monde depuis le début de la pandémie.

L'épicentre de l'épidémie américaine se situe à New York, l'Etat déplorant à lui seul plus de 7.800 morts et plus de 160.000 cas positifs. Les Etats-Unis sont depuis fin mars le pays comptant le plus de cas recensés d'infections, avec



plus d'un quart des cas officiellement déclarés dans le monde.

"Plus de 2,1 millions de tests ont été réalisés" dans le pays, a déclaré le vice-président américain Mike Pence vendredi lors de la conférence de presse quotidienne de la cellule de crise de la Maison Blanche sur le virus. Le président Donald Trump répète réguliè-

rement qu'il s'agit du plus grand nombre de tests effectués par un pays, ce qui explique selon lui le nombre de cas recensés bien supérieur aux Etats-Unis qu'ailleurs.

Selon le site ourworldindata.com, c'est effectivement le cas en valeur absolue, mais proportionnellement à leur population, l'Italie et la Corée du Sud ont

réalisé plus de tests que les Américains. Les prévisions du nombre de morts aux Etats-Unis selon le modèle le plus cité (IHME), qui prend en compte la façon dont l'épidémie a évolué en Chine et en Europe, ont ces derniers jours été plusieurs fois revues à la baisse pour la première vague: de 93.000 à 82.000, puis à 60.000 décès.

Des analystes se disent optimistes sur un rebond solide après la "tempête"

Les conséquences de la crise du Covid-19 ressemblent plus à celles d'une catastrophe naturelle, par exemple un ouragan, qu'à une crise financière ou économique traditionnelle, estiment des analystes, se disant optimistes sur un rebond solide après la "tempête".

L'économie mondiale subit de plein fouet les mesures de confinement destinées à enrayer la pandémie, avec des nombres de faillites et de dettes publiques jamais vus auparavant, mais certains économistes sont optimistes sur un rebond solide après cette tempête.

Les comparaisons avec la crise financière de 2008 ne sont désormais plus assez fortes, tant les chiffres sont gigantesques.

C'est maintenant à la Grande Dépression de 1929 qu'il faut remonter pour trouver des ordres de grandeur équivalents, selon la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva. "La croissance mondiale va devenir fortement négative en 2020", et 2021 pourrait s'avérer "pire" que 2020 si la pandémie devait durer, a-t-elle estimé jeudi.

Certains économistes, pourtant, prévoient un rebond rapide et solide dès que les gens pourront quitter leur maison et retourner travailler.

En effet, les conséquences de cette crise ressemblent plus à celles d'une catastrophe naturelle, par exemple un ouragan, qu'à une crise financière ou économique traditionnelle, ont souligné les économistes de la Banque centrale

régionale de New York. "Les récessions se développent progressivement, au fil du temps", ont expliqué vendredi les chercheurs Jason Bram et Richard Dietz.

En revanche, la pandémie de coronavirus, qui a touché 1,6 million de personnes dans le monde, et provoqué plus de 100.000 décès, "est survenue soudainement, frappant de plein fouet l'économie en un mois", détaillent-ils. Comme un ouragan, elle a d'abord touché les secteurs du voyage et du tourisme.

Mais, contrairement à une catastrophe naturelle, elle n'a pas entraîné de destructions physiques, "ce qui pourrait faciliter une reprise économique plus rapide", relèvent-ils.

Même avec des dépenses publiques massives, essentielles pour permettre une relance rapide de l'économie, "les pertes d'emplois seront traumatisantes et le rebond post-virus (...) avec une reprise complète prendra 12 à 18 mois", estime pour sa part Gregory Daco, d'Oxford Economics.

Mais à quel moment faire repartir l'économie ? Alors que la Chine a rendu leur liberté aux habitants des régions touchées après plus de deux mois passés chez eux, et que les pays européens commencent à réfléchir à un calendrier, le président américain Donald Trump a estimé qu'il s'agissait de la décision la plus importante de sa vie. "Nous allons devoir procéder lentement (...). Et nous allons avoir des revers", estime Karen Dynan, une ancienne res-

ponsable du Trésor américain.

Les Etats-Unis, première économie mondiale, connaissent une situation florissante début 2020, avec un chômage au plus bas depuis 50 ans et une croissance à faire pâlir les pays européens.

Mais la crise du coronavirus a fait basculer la situation, et 17 millions de personnes ont pointé au chômage en seulement trois semaines.

L'économie devrait ainsi y chuter de 20% en avril, puis de nouveau de 20% en mai, a prévu vendredi Karen Dynan, qui s'attend à une contraction de 8% pour l'année 2020.

Pour l'ensemble du globe, elle table sur un recul de 3,4%, une prévision plus pessimiste que celles déjà publiées.

Elle est bien plus enthousiaste pour 2021, et s'attend à un rebond de 7,2%.

Elle reconnaît toutefois que beaucoup de ses collègues du Peterson Institute --dont elle a participé à élaborer les prévisions semi-annuelles-- ne partagent pas son optimisme.

Aux Etats-Unis, les injections massives d'argent liquide dans l'économie vont creuser un trou profond dans les finances.

Rien n'est encore visible sur les chiffres publiés vendredi par le Trésor pour le mois de mars. Les dépenses sont même inférieures à celles du même mois de 2019 et les recettes légèrement supérieures.

C'est en avril que devraient apparaître les premières conséquences.

FRANCE

987 morts en 24 heures

Au total 13.197 personnes sont décédées en France en lien avec le Covid-19 depuis le début de l'épidémie, soit 987 de plus en 24 heures, parmi lesquelles un enfant, a annoncé vendredi soir le directeur général de la Santé Jérôme Salomon.

Parmi les derniers décès, 433 sont survenus dans des établissements pour personnes âgées ou établissements médico-sociaux, et 554 en milieu hospitalier.

Y figure un enfant de moins de dix ans qui était en réanimation en région parisienne.

"Mais les causes de décès semblent multiples, même s'il y avait une infection à Covid-19 diagnostiquée", a précisé le Pr Salomon au cours de son point quotidien.

En France la plus jeune victime décédée recensée était jusqu'à présent une adolescente de 16 ans.

Le directeur général de la Santé a néanmoins fait état de quelque 7.004 personnes qui se trouvent actuellement en réanimation, soit 62 de moins que jeudi.

"Un très haut plateau semble s'amorcer, avec une épidémie toujours très dynamique, toujours très hétérogène selon les régions, avec beaucoup d'admissions, c'est pourquoi nous devons rester totalement vigilants et mobilisés", a-t-il ajouté.

OMS - EUROPE

Ralentissement des infections dans certains pays européens (OMS)

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a constaté un ralentissement des infections au Covid-19 dans certains des pays européens les plus durement touchés, a déclaré vendredi le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

"Au cours de la semaine dernière, nous avons constaté un ralentissement bienvenu dans certains des pays les plus durement touchés en Europe, comme l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et la France", a confié aux journalistes le chef de l'OMS lors d'un point de presse.

Toutefois, il a observé une "accélération alarmante" dans d'autres pays, notamment en Afrique, où le virus se propage dans des zones rurales.

Le chef de l'OMS, a prévenu de graves difficultés pour des systèmes de santé déjà surchargés, en particulier dans les zones rurales.

Les pays doivent localiser la réponse, en renforçant de toute urgence les infrastructures existantes de santé publique et de soins de santé primaires, a souligné le chef de l'OMS, appelant les pays du G20 à accélérer leur soutien à l'Afrique, où les cas sont "encore relativement peu nombreux mais en augmentation".

A l'échelle mondiale, près de 1,5 million de cas confirmés de Covid-19, dont plus de 92.000 décès, ont été signalés à l'OMS.

Le gouverneur de New York "prudemment optimiste", suite à une baisse significative des infections au COVID-19

Le gouverneur de l'Etat de New York, Andrew Cuomo, qui est à l'épicentre de la pandémie de coronavirus aux Etats-Unis, s'est déclaré vendredi "prudemment optimiste" suite à une baisse significative des infections au COVID-19.

"Je suis prudemment optimiste", a déclaré M.

Cuomo, lors de sa conférence de presse quotidienne, en faisant état d'une "baisse dramatique" des infections et du taux d'hospitalisation et d'admission aux unités de soins intensifs.

En général, New York est "en train d'aplatir la courbe" des infections, a-t-il assuré.

"La mauvaise nouvelle" reste, selon lui, le bilan élevé des personnes succombant au virus.

"Nous continuons d'avoir un très grand nombre de morts", a déploré M. Cuomo, qui a fait état de 777 nouveaux décès durant la journée du 9 avril, ce qui porte à 7.844 le bilan des morts dans l'Etat, soit presque la moitié des fatalités enregistrées sur l'ensemble des Etats-Unis.

L'Etat de New York a connu au cours de ces trois derniers jours des chiffres record de décès journaliers, à l'image du reste du pays.

POUR LUTTER CONTRE LES RHUMES, LES VIRUS, LA FATIGUE CHRONIQUE, LE MORAL EN BERNE ET LA PRISE DE POIDS

LA BONNE ALIMENTATION ANTI-FATIGUE, ANTI-KILOS

Face aux virus qui guettent, les manques en nutriments (vitamines, minéraux et oligo-éléments) nous rendent plus fragiles. Du coup, les rhumes dégènerent et on enchaîne les petits maux sans parvenir à se remettre complètement. Omniprésentes dans la population pendant les mois d'hiver, les carences en vitamine D suffiraient, selon certains chercheurs, à expliquer les épidémies de grippe. « Elle stimule les macrophages, mais aussi des peptides antimicrobiens que l'on trouve notamment dans les globules blancs et dans les cellules des muqueuses respiratoires », explique le Dr Patrick Chavaux, médecin micro-nutritionniste.

Une étude internationale a aussi montré qu'une supplémentation en vitamine D réduisait l'incidence des infections respiratoires chez l'enfant. « Malheureusement, les apports journaliers recommandés officiellement sont loin d'être à la hauteur de nos besoins », complète Angélique Houlbert, diététicienne-nutritionniste, et auteure notamment de « Stress, les solutions naturelles » (Thierry Soucair, éditions). Même chose pour le zinc, dont les déficits sont fréquents surtout chez les femmes, alors que cet oligo-élément participe à la synthèse des protéines constituant les globules blancs et les anticorps : il est très efficace notamment contre les virus du rhume, et doit être considéré comme « prioritaire » en hiver.

Le Top 10 des bons aliments dans son panier

Les agrumes : flavonoïdes + vitamine C.
L'avocat : riche en bons gras et coupe-faim.
Les poissons gras : riches en oméga-3 bons pour le moral.
Les choux : immunité.
L'ail, l'oignon et l'échalote : antioxydants et



anti-infectieux.

Les lentilles : bien pourvues en fer anti-fatigue et coupe-faim.

Les baies de goji : anti-oxydantes et anti-friabilité.

La banane : un coup de fouet physique et mental.

Les châtaignes : riches en minéraux et coupe-faim.

Le maté : sans thémé, il soulage la fatigue physique et mentale.

Pour la vitamine D, rien de mieux que des sardines ou maquereaux à l'huile d'olive.

Pour les apports en zinc, consommez fruits de mer, coquillages, poissons mais aussi viande, volaille, jaune d'œuf et pain au levain (au contraire des levures, ce dernier permet de « libérer » les minéraux contenu dans les céréales).

Les produits de la ruche aident à protéger et soulager la gorge, en particulier le pollen frais ou surgelé (en bouteilles bio ou sur Internet), ainsi que les miels d'eucalyptus, de thym ou de sapin. Idem pour la propolis, adoucissante, qu'on trouve en pots chez les fabricants de miel. On chouchoute sa flore

intestinale, indispensable à une bonne immunité : les bactéries qui la composent nous protègent, et l'intestin grêle secrète des anticorps puissants.

Pour cela, on augmente sa consommation de probiotiques via des yaourts, du pain au levain, du chou de choucroute, des olives, des fromages fermentés (bleus). On ajoute des fruits et légumes qui apportent des prébiotiques, des sucres spécifiques comme l'inuline qui nourrit ces bonnes bactéries (artichaut, ail, poireau, oignon, salade chicorée...).

6 solutions naturelles immunostimulantes

Du zinc anti-rhume

A prendre plutôt en complexe de minéraux dans lequel il sera dosé entre 15 et 30 mg (maximum) par jour. Zinc complex, Vit'All +, 10,50 euros la boîte de 100 comprimés ; Physiomance Nutristim, Thérascience, 29 euros la boîte de 10 sachets.

De la vitamine D anti-grippe

« La dose de 1000 UI/jour de vitamine D3 serait conseillée de d'octobre à mars, et on peut la doubler si besoin, conseille Angélique Houlbert. Je recommande de la prendre non en dose unique tous les 3 à 6 mois, mais plutôt sous forme de gouttes ou de comprimés, tous les jours, pour éviter qu'elle ne s'accumule dans le foie. » Vitamine D3 Bio-D-Mulsion, 400 UI, Biotech Research, 14,50 euros le flacon de 30 ml ; D3, Vit'All +, 10,20 euros la boîte de 100 comprimés.

Des huiles essentielles anti-coupe de froid

Citron, eucalyptus radié, niaouli, ravintsara, thym à linalol... ont de réels effets im-

muno-stimulants pour vous soutenir tous les mois d'hiver, tant en prévention que pour réagir aux premiers signes de refroidissement. On peut les prendre chaque matin par voie orale (1 goutte sur un sucre ou un comprimé neutre), ou choisir des mélanges en gélules sans goût, ni odeur, au dosage précis. Complément alimentaire respiratoire Bio aux 5 Huiles essentielles, Puresential, 12 euros la boîte de 30 capsules.

De l'extrait de pépin de pamplemousse, anti-bactérien

Riche en bioflavonoïdes, cet antibactérien à large spectre et antiviral est la bonne réaction immédiate face à un début de rhume, mais il est aussi utile en prévention des maux d'hiver et même des gastro-entérites. Choisissez un extrait de pépin de raisin (EPP) naturel à base de Citrus paradisi. Il quide, sans solvant chimique ou alcool, ni chlorure de benzethonium, un conservateur toxique. A prendre en cure d'un mois avant l'hiver ou cure d'attaque. EPP Original, 25 euros le flacon de 100 ml ; Citrobionic, 16,50 euros le flacon de 100 ml.



De la propolis et les produits de la ruche spéciale tonus

Tous sont efficaces pour maintenir l'énergie et pour soulager notamment les affections de la bouche et de la gorge.

Pas mal, les sirops, sprays et pastilles à la propolis. Ampoules de gelée royale, Melvita, 14 euros la boîte de 20 ampoules ; Propolis extra forte, Polnegerie, 17,50 euros la boîte de 20 acidoses ; Gelée Royale, Fleurance, 39,90 euros la boîte de 3 doseurs de 10 g.

De l'échinacée, anti-virale

Cette plante fortement immunostimulante associe propriétés antivirales et antibactériennes, protège contre les infections respiratoires et diminue la durée des symptômes.

« L'Idéal : des cures discontinues de 15 jours par mois », conseille le Dr Chavaux. Echinaforce, A. Vogel, 15 euros la boîte de 30 comprimés ; Echinacée bio, Super Diet, 14,50 euros la boîte de 20 ampoules.

2 avril 2020

On sait pourquoi l'excès de viande rouge est mauvais pour le cœur



Trop manger de viande rouge abîme le cœur et les artères. Des scientifiques américains ont compris pourquoi.

La consommation de viande rouge favorise le durcissement des artères et les maladies cardiaques. Parce qu'elle incite l'intestin à produire des composés qui augmentent le taux de mauvais cholestérol dans le sang, selon les résultats d'une étude scientifique américaine publiée dans la revue médicale Cell Metabolism.

Le Dr Stanley Hazen, professeur en biologie vasculaire et son équipe de chercheurs de l'Institut de recherche Lerner (Etats-Unis) avaient déjà mené des études sur les effets de la consommation de viande rouge sur les artères. Les résultats de leur première étude avaient révélé que la bactérie L-carnitine, nutriment abondant dans la viande rouge augmentait les niveaux de triméthylamine N-oxyle (TMAO) dans le sang, un composé qui, selon les scientifiques, peut modifier le métabolisme du cholestérol, ralentir son élimination et favoriser son accumulation sur les parois artérielles. Ce pourquoi trop manger de viande rouge favoriserait l'athérosclérose (durcissement des artères).

Bientôt un médicament pour lutter contre le développement des maladies cardiaques.

Les scientifiques ont continué à faire leurs recherches et ont découvert qu'après avoir ingéré de la viande, l'intestin produisait un métabolite (un composé organique issu du métabolisme) appelé gamma-butyrolactone qui contribue à l'athérosclérose. En une quantité énorme. En effet, ce taux est 100 fois plus élevé que celui du TMAO.

«Les résultats de cette nouvelle étude permettent d'identifier des cibles pour des thérapies pour lutter ou empêcher le développement des maladies cardiaques», explique le Dr Hazen. «Pour autant, les gros mangeurs de viandes peuvent réduire un peu leur consommation, car il nous faudra du temps avant de pouvoir fabriquer ce médicament», explique le chercheur.

LAITS VÉGÉTAUX SONT-ILS BONS POUR MOI ?

Le lait de vache est souvent au cœur des polémiques alimentaires. Banni de leur alimentation par les végétaliens ou les intolérants au lactose (sucré du lait) ou à la caséine (une des protéines du lait), il peut être remplacé par des laits végétaux, même s'ils ne sont pas comparables d'un point de vue nutritionnel. Le point sur les différents boissons disponibles et leurs avantages pour la santé.

Par abus de langage, on les appelle des "laits" mais pour être exact, il faudrait parler de "jus végétaux". Ils sont issus de céréales (avoine, riz, châtaigne, etc.), du soja, ou de graines oléagineuses (amandes, noisettes, etc.), trempés dans de l'eau puis filtrés.

Les laits d'origine végétale sont riches en vitamines, en fibres et en minéraux. Ils ne contiennent pas de cholestérol ni matière grasses animales et sont riches en bonnes graisses (lipides insaturés) qui protègent le système cardio-vasculaire. Ces boissons végétales sont donc une bonne alternative au lait animal, et ils sont très digestes. En revanche, les laits végétaux ne contiennent pas de calcium. Il est donc déconseillé de remplacer les laits animaux par ce type de boissons pour les enfants de moins de 12 mois. Ils ne peuvent en aucun cas se substituer au lait maternel et aux laits infantiles.

Le lait de soja

Le plus connu des laits végétaux, le lait de soja est un jus de fèves de soja. Nutritionnellement très proche du lait de vache au niveau des protéines (il contient 3,9 g de protéines/litre) et des lipides, il n'en a pas les inconvénients. Il ne contient ni lactose, ni acides gras saturés, ni cholestérol, ce qui constitue un substitut parfait pour les intolérants ou les personnes souffrant de cholestérol. Mais, il contient aussi des isoflavones (hormones d'origine végétale) susceptibles d'agir sur différents paramètres, comme l'équilibre thyroïdien ou hormonal.



Le lait de riz

Fabriqué à base de riz bouilli, du sirop de riz, et de la farine de riz complet, il est très pauvre en protéines (1 g/litre seulement) et en calcium. Riche en sucres lents et dépourvu de cholestérol et de lactose, il apporte de l'énergie et est adapté aux intolérants au lactose et aux personnes souffrant de cholestérol.

Le lait de coco

Extrait du liquide et de la pulpe de la noix de coco, le lait de coco est très riche en fer, en potassium et en phosphore. Il est également source de manganèse, cuivre, sélénium et zinc. Comme il contient beaucoup de lipides (21,3 g / 100 g), il doit être consommé avec modération si on surveille ses apports en gras. Le lait de coco, ingrédient

phare de la cuisine exotique, comme dans ce curry de lotte au coco, par exemple. Ou encore dans cette recette de poulet sauté aux légumes...

Par abus de langage, on les appelle des "laits" mais pour être exact, il faudrait parler de "jus végétaux". Ils sont issus de céréales (avoine, riz, châtaigne, etc.), du soja, ou de graines oléagineuses (amandes, noisettes, etc.), trempés dans de l'eau puis filtrés.

Les laits d'origine végétale sont riches en vitamines, en fibres et en minéraux. Ils ne contiennent pas de cholestérol ni matière grasses animales et sont riches en bonnes graisses (lipides insaturés) qui protègent le système cardio-vasculaire.

Ces boissons végétales sont donc une bonne alternative au lait animal, et ils sont très digestes. En revanche, les laits végétaux ne

contiennent pas de calcium. Il est donc déconseillé de remplacer les laits animaux par ce type de boissons pour les enfants de moins de 12 mois. Ils ne peuvent en aucun cas se substituer au lait maternel et aux laits infantiles.

Le lait d'avoine

Extrêmement riche en glucides complexes, en calcium et en fibres, le lait d'avoine est une bonne source d'énergie. Riche en bêta-glucane (qui agit comme des fibres), le lait d'avoine possède des propriétés régulatrices sur la glycémie et sur le taux de cholestérol sanguin. Sans lactose et sans cholestérol, il est adapté aux intolérants et aux personnes souffrant de cholestérol.

Le lait de châtaigne

Riche en minéraux, en calcium et en sucres lents, le lait de châtaigne est très digeste et apporte un grand nombre de minéraux bons pour la santé. Le lait de châtaigne enrichit la flore intestinale et aide à lutter contre les acidités gastriques.

Le lait de noisettes

Riche en vitamines, le lait de noisettes est aussi antioxydant (la noisette protège nos cellules des effets nocifs des radicaux libres), reminéralisant, et vermifuge. Très digeste, le lait de noisettes apporte du calcium, du fer, du magnésium et des acides gras mono-insaturés. Ce lait est adapté aux personnes intolérantes au lactose et allergiques au gluten.

LES BONNES HABITUDES À PRENDRE QUAND ON FAIT DU SPORT

A quel moment s'alimenter, que doit-on manger après une séance de sport ? Olivia Meeus, diététicienne et nutritionniste, nous dit tous sur les pratiques à adopter quand on pratique une activité physique.

Dois-je manger avant mon entraînement ?

Dans le principe, si le dernier repas s'est terminé 3 à 4 heures avant la séance et qu'il était équilibré et suffisant, il n'y a pas besoin de manger à nouveau. Les réserves d'énergie sont suffisantes. Donc si l'on déjeune à 13 heures et que l'on s'entraîne à 17 heures, une collation est superflue. En revanche, si l'entraînement se déroule vers 19 ou 20 heures, après le travail par exemple, on peut consommer un laitage et quelques fruits secs. Dans tous les cas, il ne faut pas se forcer à manger quelque chose par peur

de faire un malaise : la véritable hypoglycémie est rare. Mieux vaut reprendre doucement l'activité et attendre de voir comment l'organisme se comporte face à l'effort.

Et si je m'entraîne entre 12 et 14 heures ?

En cas de séance pendant la pause déjeuné, on peut prendre une légère collation vers 11 heures (une pomme et/ou un laitage nature, par exemple) pour éviter les coups de barre si le petit déjeuner est lointain ou insuffisant. Dans tous les cas, on déjeune après (avant, cela surcharge l'estomac pendant l'exercice), d'un repas complet pour faciliter la récupération : légumes crus ou cuits, viande ou poisson avec un peu de matière grasse végétale, féculents complets, fruits. Et l'on s'hydrate bien, pendant, avant et après l'entraînement.

Puis-je prendre un en-cas après ?

Cela dépend de l'horaire de l'entraînement ! Si le repas est plus de 4 heures après la séance, par exemple si l'on s'entraîne en début d'après-midi, on peut consommer un fruit et/ou une tranche de jambon par exemple vers 16 ou 17 heures. En revanche, si le repas intervient dans les 2 heures qui suivent la séance, on attend sagement !

Les aliments de l'effort sont-ils tolérables ?

Boissons énergétiques, gels, barres de céréales pour sportifs apportent essentiellement des sucres rapides en quantité et ne sont justifiés éventuellement que dans le cadre d'une activité intense quotidienne sur plusieurs heures (entraînement quotidien en sport collectif, marathon, trekking...) où l'on

recherche avant tout à réaliser des performances. Quand on fait du sport pour mincir, il faut à tout prix les éviter et préférer les collations de type fruits, laitages non sucrés, oléagineux, tranche de jambon... couplées évidemment à l'eau. Mais encore une fois, si les repas sont équilibrés et apportent suffisamment d'énergie à l'organisme, il n'y a pas besoin d'en rajouter !

Que faire en cas de rebond d'appétit après la séance ?

Il faut enrichir son assiette en fibres, c'est-à-dire augmenter la ration de légumes ou ajouter un petit bol de céréales complètes, germes de blé, mélanges de graines... qui vont avoir un effet rassasiant immédiat et durable, sans faire exploser le compteur calorique.

TUNISIE

Le FMI accorde près de 750 millions de dollars à la Tunisie

Le conseil d'administration du FMI réuni, vendredi, à Washington, a donné son accord pour le déblocage d'un montant de près de 750 millions de dollars, au profit de la Tunisie, a déclaré le ministre des finances, Nizar Yaïche, à l'Agence TAP. Il a précisé que le montant accordé à la Tunisie, sera fixé définitivement, d'ici demain matin, selon le cours du panier des devises adopté par le Fonds monétaire international. Ce financement qui constitue "une petite bouffée d'oxygène pour le pays", sera déblocqué la semaine prochaine, dans le cadre de l'instrument de financement rapide du FMI (IFR), pour faire face à la pandémie du Coronavirus (Covid-19), a poursuivi le ministre. Cet instrument vient apporter une assistance financière rapide à tous les pays membres du fonds, qui ont un besoin urgent de financement de la balance des paiements, dans cette conjoncture de lutte contre le coronavirus. Le ministre des Finances a indiqué que les conditions de cet emprunt sont très avantageuses, à l'instar des autres prêts accordés à la Tunisie par le Fonds, soulignant qu'il a privilégié le recours à ce financement, plutôt que de continuer avec la 6ème revue du FMI. Pour rappel, Yaïche, avait déclaré le 23 mars 2020, que "le FMI déblocquera 400 millions de dollars au profit de la Tunisie dans les trois semaines qui viennent", ce montant a été considérablement augmenté aujourd'hui. Kristalina Georgieva, Directrice générale du FMI, avait déclaré, dans un discours prononcé, hier jeudi, 9 avril: "Nous répondons aux demandes de financement d'urgence que nous avons reçues jusqu'à présent de plus de 90 pays membres: un record. Notre conseil d'administration vient de s'entendre pour doubler l'accès à nos mécanismes d'urgence, ce qui nous permettra de satisfaire à des demandes d'aide financière estimées à environ 100 milliards de dollars".

MOZAMBIQUE

L'armée bombarde des positions de terroristes

L'armée mozambicaine, aidée par des agents sud-africains privés, a lancé, cette semaine, des raids aériens contre des positions de terroristes dans les régions relevant de la province de Cabo Delgado, rapporte vendredi le quotidien sud-africain The Daily Maverick, citant des sources sécuritaires.

Ces raids n'ont pas impliqué des éléments de l'armée de terre, indique le journal, relevant que ces éléments pourront être associés dans l'avenir à l'offensive contre les terroristes, qui ont intensifié récemment leurs attaques dans certaines régions du Mozambique, prenant le contrôle de villes importantes.

Dans les régions prises où ils ont hissé le drapeau de l'organisation terroriste auto-proclamée Etat islamique (IS/Daech, les terroristes ont réussi à renforcer leur contrôle avec la distribution d'argent et de denrées alimentaires aux populations locales, poursuit le portail sud-africain.

Le journal, se basant sur des informations fournies par des sources sécuritaires, indique que les attaques de cette semaine ont été lancées avec le soutien de la compagnie de sécurité privée, Dyck Advisory Group (DAG), basée en Afrique du Sud et propriété de l'ancien colonel zimbabwéen Lionel Dyck.

Cet ancien colonel, qui serait proche du président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa, avait aidé le parti de Frelimo (au pouvoir au Mozambique) à venir à bout du groupe rebelle, Renamo, durant les années 1980, indique le Daily Maverick, ajoutant que le colonel Dyck avait également joué un rôle clé pour aider le Zanu PF, au pouvoir au Zimbabwe, à étouffer une rébellion de son rival le Zapu au début des années 1980.

Les terroristes affiliés à l'EI, ont intensifié durant les derniers mois leurs opérations dans la province de Cabo Delgado, tuant environ 600 personnes, rappelle le Daily Maverick, notant que ces groupes ont changé de tactique depuis le mois de mars dernier, renforçant leurs opérations notamment dans la région abritant le port commercial de Mocimboa, au nord du Mozambique.

MALI

Le second tour des législatives maintenu au 19 avril malgré l'augmentation des cas de COVID-19

Le second tour des élections législatives au Mali est maintenu au 19 avril malgré l'augmentation des cas positifs de COVID-19, a annoncé vendredi soir le président Ibrahim Boubacar Keïta.

"Je rappelle que la décision d'aller aux législatives n'est pas le fait du gouvernement, mais du Dialogue national inclusif qui a mené ses travaux en totale indépendance, sans aucune interférence", a-t-il indiqué dans son troisième message à la nation depuis le début de la pandémie. Selon lui, une "forte majorité" des partis politiques étaient pour le maintien de la date du premier tour à l'issue de la concertation entre eux et le ministre de l'Administration

territoriale et de la Décentralisation. Cependant, a ajouté M. Keïta, "il est de la responsabilité du gouvernement de faire en sorte que lors du second tour (...), toutes les mesures sanitaires et sécuritaires requises soient rigoureusement appliquées". A l'issue du premier tour organisé le 29 mars, seuls 22 députés ont été élus sur les 147 que compte l'Assemblée nationale du Mali. Le pays compte 87 cas d'infection confirmés, dont sept décès et 22 guérisons.



TCHAD-SAHEL

Le Tchad va cesser de participer à des opérations antiterroristes dans la région

L'armée tchadienne, engagée dans la lutte antiterroriste au Sahel et autour du Lac Tchad, va cesser de participer à des opérations militaires en dehors de ses frontières, a déclaré le président Idriss Déby Itno dans un reportage diffusé vendredi par la télévision nationale. "Nos soldats sont morts pour le lac Tchad et pour le Sahel. A compter d'aujourd'hui, aucun soldat tchadien ne participera à une opération militaire en dehors du Tchad", a-t-il déclaré jeudi devant les caméras de la télévision tchadienne. Le président tchadien s'est exprimé depuis Bagassola, en territoire tchadien, où il avait installé dix

jours plus tôt le poste de commandement d'une opération contre les terroristes de Boko Haram au lac Tchad. Déployée le 31 mars, l'armée tchadienne a annoncé avoir achevé cette opération mercredi, chassé les terroristes de son sol et dit se trouver actuellement en profondeur sur le territoire du Niger et du Nigeria. Elle assure avoir tué 1.000 terroristes et perdu 52 hommes. Cette opération avait été déclenchée par le président Déby Itno en riposte à l'attaque très meurtrière contre l'armée tchadienne le 23 mars, sur la presqu'île de Bohoma. Une centaine de militaires avaient été tués, soit la plus lourde défaite

jamais enregistrée par cette armée en 24 heures. Le président Idriss Déby a prévenu jeudi le Niger et le Nigeria que ses troupes quitteraient les bases prises aux terroristes sur leur territoire le 22 avril, que leurs armées prennent le relais ou non. L'armée tchadienne intervient dans la zone du lac Tchad avec la Force multinationale mixte (FMM), lancée en 2015 avec trois autres pays riverains (Nigeria, Cameroun et Niger) pour lutter contre les terroristes de Boko Haram. Elle opère aussi au sein de l'alliance régionale du G5 Sahel contre les terroristes qui frappent le Mali, le Niger et le Burkina Faso.

ZAMBIE/CHINE

La Zambie dément les informations sur le harcèlement de ses citoyens en Chine

Le gouvernement zambien a démenti vendredi les informations selon lesquelles des citoyens Zambiens étaient harcelés dans certaines parties de la Chine. Daniel Chisenga, chef du consulat zambien à Guangzhou, a déclaré qu'il n'y avait aucun cas de harcèlement contre les Zambiens en Chine. Le diplomate zambien a ajouté que son bureau n'avait enregistré aucun cas impliquant des Zambiens contraints de subir un dépistage du COVID-19 en Chine. Les autorités chinoises, a-t-il dit, ont assuré la protection de la communauté africaine de la propagation de l'épidémie.

CORONAVIRUS

Le patron de la BAD craint une crise "sociale" et "alimentaire" en Afrique

Le Directeur générale de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, a fait part vendredi de sa crainte de voir une crise "sociale" et "alimentaire" s'installer en Afrique en raison de la pandémie de coronavirus et des mesures de confinement qui l'accompagnent sur le continent.

"En Afrique, les gens qui travaillent sont pour la plupart dans des petites ou moyennes entreprises, dans le secteur informel. Ils travaillent chaque jour une

heure par-ci, une heure par-là. Ça peut devenir une crise sociale!", a-t-il prévenu sur l'antenne de la radio RFI, à l'heure où plusieurs pays du continent ont adopté des mesures de confinement des populations.

"Malheureusement, l'Afrique n'a pas les ressources pour faire la compensation, pour compenser les salaires des gens, comme les pays développés l'ont fait", a-t-il poursuivi.

"Si les gens ne peuvent pas produire, on aura une autre crise, qui sera une

crise alimentaire", a-t-il également expliqué. La BAD, dont le siège se trouve à Abidjan, a mis en place cette semaine un fonds de 10 milliards de dollars destiné à aider les pays africains à lutter contre le coronavirus. "Pour nous, il s'agit des petites et moyennes entreprises africaines. Aujourd'hui, jusqu'à 90% du secteur privé en Afrique est composé de ces PME. Donc ce sont elles que nous devons protéger", a justifié M Adesina.

APS

CENTRAFRIQUE

Une foule détruit une base avancée des casques bleus

La population du village de Béboua, dans le Nord-ouest de la Centrafrique, a détruit un poste avancé des Casques bleus de la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) après un accident de la route qui a causé la mort d'un civil, ont rapporté vendredi, des médias, citant le porte-parole de la Minusca Vladimir Monteiro.

"Il y a eu un accident impliquant un véhicule des Nations unies, qui a causé la mort d'une personne. La population a ensuite décidé d'attaquer ce poste militaire avancé", a indiqué, M. Monteiro. "Entre une dizaine et une vingtaine de casques bleus étaient présents sur place, nous les avons évacués de là-bas. Deux ont été blessés", a-t-il précisé.

Pour le porte-parole, "tout en nous inclinant devant cette mort accidentelle, sur laquelle nous allons enquêter pour tirer tout au clair, nous condamnons cette réaction. Ce n'est pas en détruisant cette base que les gens seront protégés".

Les Casques bleus sont présents depuis 2014 en Centrafrique, un pays ravagé par un conflit depuis 2013, dont le territoire est occupé aux deux tiers par des groupes armés.

PALESTINE

Erekat met en garde contre la déstabilisation israélienne dans la région

Le secrétaire du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Saeb Erekat, a discuté avec des responsables arabes et européens des effets destructeurs du plan de d'annexion de l'occupant israélien et de sa pratique des politiques d'expansion et de colonisation dans les territoires palestiniens occupés, rapporte vendredi l'agence de presse Wafa.

Au cours des appels téléphoniques avec le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Faisal bin Fahran, le conseiller diplomatique du monarque bahreïni, Cheikh Khaled Al Khalifa, et le ministre d'Etat allemand aux Affaires étrangères, Niels Annan, Erekat a mis en garde contre "les dangers de violations israéliennes persistantes de la sécurité et de la stabilité de la région".

De plus, il a souligné l'importance d'une coopération conjointe pour prévenir la propagation du coronavirus (Covid-19) et les efforts pour mo-

biliser un soutien financier à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) afin de permettre de continuer à fournir des services aux réfugiés dans ces circonstances difficiles", selon Wafa.

M. Erekat a également souligné l'importance de "faire face aux mesures des autorités israéliennes, qui méprisent la loi internationale, ce qui menace et sape les chances de parvenir à une paix juste visant à réaliser l'indépendance de l'Etat de Palestine, avec El-Qods comme capitale, sur les frontières du 4 juin 1967".



YÉMEN/ONU/CONFLIT

Cessez-le-feu rejeté par les Houthis, appels à cesser les combats

Le mouvement Ansarullah (Houthis) au Yémen a rejeté le cessez-le-feu annoncé par la coalition militaire dirigée par Ryadh, le qualifiant de "manoeuvre", alors que les appels à cesser les combats se multiplient notamment après l'annonce du premier cas de contamination au nouveau coronavirus dans le pays.

La coalition militaire arabe, qui soutient depuis mars 2015 le gouvernement yéménite face aux Houthis avait indiqué que le cessez-le-feu unilatéral entrerait en vigueur jeudi à 09h00 GMT.

Elle soutenait que cette trêve, de deux semaines, décidée pour empêcher une propagation de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), pourrait être prolongée et ouvrir la voie à une solution politique plus large au conflit qui secoue le pays depuis plus de cinq ans. Mais un porte-parole des Houthis, qui contrôlent la capitale Sanaa et d'autres régions du pays depuis 2014, a accusé la coalition d'avoir violé le cessez-le-feu après son entrée en vigueur.

"L'agression n'a pas cessé (...) et jusqu'à ce moment il y a des dizaines de frappes aériennes continues", a déclaré jeudi soir Mohamed Abdelsalam cité par des médias.

"Nous considérons que ce cessez-le-feu est une manoeuvre politique et médiatique" pour améliorer l'image de la coalition "dans ce moment critique où le monde est confronté à une pandémie", de Covid-19, a-t-il ajouté. Plus tôt, Yasser al-Houri, secrétaire général du Conseil politique, une haute instance dirigeante des Houthis, avait estimé que l'annonce saoudienne visait à "éluder" un plan de paix en cinq points présenté à l'émissaire des Nations unies Martin Griffiths par les Houthis avant l'annonce du cessez-le-feu. Dans ce document publié par les Houthis, ces derniers appellent au retrait des troupes étrangères du Yémen et à la fin du blocus de la coalition sur les ports et l'espace aérien du pays.

Ils exigent également que la coalition paie les salaires des fonctionnaires pour la prochaine décennie, et finance la reconstruction, notamment des bâtiments détruits lors des frappes aériennes.

L'annonce de la coalition mercredi soir fait suite à une escalade des combats au Yémen, malgré l'appel de l'ONU à une cessation immédiate des combats pour protéger de la pandémie les civils du pays le plus pauvre du monde arabe.

Le chef des Nations unies, Antonio

Guterres, avait estimé que seul "le dialogue" permettrait aux parties de "se mettre d'accord sur un mécanisme permettant de maintenir un cessez-le-feu à l'échelle nationale".

Appels urgents à appliquer la trêve sur le terrain

Mercredi, le vice-ministre saoudien de la Défense, le prince Khaled ben Salmann, avait appelé les Houthis à "faire preuve de bonne volonté". De leur côté, l'ONU, la Ligue arabe, les Etats-Unis et la France ainsi que plusieurs autres pays, ont salué le cessez-le-feu et appelé le mouvement armé à adhérer lui aussi à cette trêve.

Par ailleurs, une cinquantaine d'ONG internationales ont salué "avec prudence" vendredi le cessez-le-feu annoncé par la coalition sous commandement saoudien au Yémen, alors que le Covid-19 commence aussi à sévir dans ce pays au "système de santé décimé" par la guerre. "Nous saluons avec prudence l'annonce par le Royaume d'Arabie saoudite d'une cessation temporaire des hostilités au Yémen", ont déclaré 59 organisations (Oxfam, CARE International, Médecins du Monde, Action contre la Faim...) dans un communiqué commun.

Les ONG demandent "instamment à

toutes les parties au conflit de cesser immédiatement les combats et d'appliquer sans délai un cessez-le-feu sur le terrain", alors que le Yémen vient d'annoncer un premier cas de contamination au nouveau coronavirus, dans la province de Hadramout (sud) contrôlée par le gouvernement.

A cet effet, les organisations humanitaires craignent des répercussions potentiellement catastrophiques si l'épidémie se propage dans ce pays pauvre ravagé par cinq ans de guerre, jugeant qu'un cessez-le-feu ne peut à lui seul arrêter la propagation du Covid-19 au Yémen.

De plus, les 59 ONG ont appelé toutes les parties au conflit à "faciliter sans délai l'accès des organisations humanitaires aux populations". "La communauté internationale doit (aussi) augmenter le financement de l'ensemble des programmes humanitaires au Yémen", ont-elles relevé. Sur le plan humanitaire, la situation dans le pays est déjà catastrophique, notent-elles, rappelant que 80% de la population (soit 24 millions de personnes) a besoin d'une aide humanitaire, que les deux tiers du pays ne disposent pas d'un accès convenable à l'eau potable et à l'assainissement et que le choléra, la dengue et d'autres maladies y sévissent déjà.

Le Conseil de sécurité de l'ONU appelle les Houthis au Yémen à s'engager envers un cessez-le-feu

Le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé vendredi les houthis au Yémen à s'engager envers un cessez-le-feu. Dans un communiqué de presse, ses membres disent approuver l'appel du 25 mars du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, à un cessez-le-feu au Yémen en pleine pandémie de COVID-19. Ils saluent également l'annonce d'un cessez-le-feu unilatéral par la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite, qui lutte contre les Houthis afin de rétablir au pouvoir le gouvernement reconnu par la communauté internationale. Les membres du Conseil se félicitent également de la réponse positive du gouvernement yéménite à l'appel de M. Guterres, appelant les Houthis à en faire de même sans délai. Ils encouragent les parties à continuer de coopérer avec l'envoyé spécial du secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, dans le but de trouver une solution politique globale et inclusive imaginée par les Yéménites eux-mêmes en vue de résoudre leurs préoccupations légitimes. Notant que la crise humanitaire au Yémen rendait ce pays exceptionnellement vulnérable à la pandémie, le Conseil de sécurité souligne qu'une escalade militaire pourrait compromettre l'accès des personnels humanitaires et sanitaires, ainsi que la disponibilité d'équipements de soins médicaux nécessaires permettant de faire face à ce fléau. La guerre civile au Yémen oppose les houthis aux forces gouvernementales depuis la fin 2014. L'Arabie saoudite est intervenue dans ce conflit en mars 2015 à la tête d'une coalition panarabe défendant le gouvernement reconnu par la communauté internationale du président Abd-Rabbo Mansour Hadi.

IRAK

Trois personnes tuées dans une attaque du groupe terroriste l'EI

Trois membres du "Hachd al-Chaabî", une coalition de paramilitaires irakiens intégrée dans l'armée, ont été tués, vendredi dans le nord de l'Irak, lors d'une attaque du groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech), a indiqué une source sécuritaire irakienne.

"Une attaque menée par l'EI contre un barrage dressé par le Hachd al-Chaabî, à Touz Khormatou, dans la province de Salaheddin, a fait trois morts et quatre blessés", a précisé la même source, ajoutant que "les forces de sécurité ont tué cinq membres de l'EI au cours d'affrontements qui ont duré près d'une heure".

Au cours des derniers mois, les attaques de membres présumés de l'"Etat Islamique" se sont multipliées en Irak, en particulier dans une zone difficile d'accès connue sous le nom de "Triangle de la mort" et délimitée par les provinces de Kirkouk, Salaheddin et Diyala. L'Irak avait déclaré en 2017 la victoire sur "l'EI" avec la récupération de l'ensemble des territoires que l'organisation occupait depuis l'été 2014. Toutefois, des cellules dormantes persistent dans de larges pans du territoire irakien, et lancent des attaques sporadiques.

L'Envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen partage avec les belligérants des propositions d'accords révisés

L'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths, a partagé vendredi avec le gouvernement yéménite et les Houthis des propositions d'accords révisés relatives à un cessez-le-feu national, à des mesures visant à atténuer les souffrances du peuple yéménite et à la reprise du processus politique, a déclaré le service de presse du Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres.

"Les accords proposés sont équilibrés et reflètent dans la plus large mesure possible les intérêts fondamentaux de toutes les parties. Ces propositions représentent un ensemble réaliste et complet visant à permettre au Yémen de rompre avec la violence et les souffrances du passé et de faire un pas historique vers la paix", a indiqué M. Griffiths. "J'exhorte les parties à accepter sans délai ces propositions d'accords et à commencer à travailler ensemble dans le cadre d'un processus politique formel afin de mettre fin à la guerre de manière globale. La communauté internationale est prête à apporter son soutien et ses garanties à ce processus", a-t-il affirmé.

Il a souligné que l'annonce vendredi du premier cas confirmé de COVID-19 au Yémen rendait encore plus impérieuse la cessation immédiate des combats.

Il a en outre exprimé sa gratitude à tous les Yéménites qui ont publiquement demandé la paix ces dernières semaines. "J'espère que les parties tiendront compte de ces demandes et feront preuve de leadership dont le Yémen a besoin en cette période critique", a-t-il dit.

M. Griffiths tente de négocier un accord majeur après que le gouvernement yéménite et les forces houthis ont tous deux manifesté fin mars leur intérêt pour l'appel du secrétaire général des Nations Unies en faveur d'un cessez-le-feu global dans le contexte de l'épidémie de COVID-19. L'annonce faite mercredi par la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite d'un cessez-le-feu unilatéral de deux semaines au Yémen a considérablement accru les chances de M. Griffiths d'y parvenir.

La coalition dirigée par l'Arabie saoudite défend le gouvernement yéménite internationalement reconnu contre les rebelles houthis qui seraient soutenus par l'Iran.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES RESSOURCES EN EAU
DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU
NIF : 41000600028036

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

Conformément à l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel N° 15247 du 02 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 complété et modifié portant réglementaire des marchés publics, La Direction des ressources en eau de la wilaya de M'sila annonce le résultat des jugements des offres en date du 09/02/2020 relatif à la consultation du projet suivant :

Réalisation de la conduite d'adduction à partir du forage de la zone Ouest Ville pour le renforcement en AEP de Ain El Melh sur 5 Km.

Le marché est attribué provisoirement à l'entreprise suivante :

L'Entreprise	Numéro fiscal	Montant	Montant après correction	Délais	Note Technique	O.B.S
BEN BACHIR ATTIA E.C.T.P.G.H AIN EL-MELH	190284100046102	26.520.340.00	26.520.340.00	30 jours	67.00	La seule offre qualifiée techniquement

les soumissionnaires contestant le choix opéré par le service contractant peut présenter un recours au niveau de la commission des marchés de la wilaya de M'sila dans un délai de 10 jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant. Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15247 du 02 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 complété et modifié portant réglementaire des marchés publics, les soumissionnaires qui sont intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières sont invités à se rapprocher des services de La Direction au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de publication de l'attribution du marché pour leur communiquer ces résultats par écrit, et ce conformément à l'article 82 du même décret.

DK NEWS

Anep : 2016006858 du 12/04/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



ALGERIE TELECOM
Direction Opérationnelle de Khenchela

AVIS D'APPEL D'OFFRES(RELANCE) N°AO/ 09 /AT/DO KHE/SDFS/DAL/SA/2020

Un avis d'appel d'offres national est relancé pour :

Travaux Réalisation d'extension réseau canalisation urbaine constitués de cinq (05) lots

N° LOT	Désignation Des Travaux	Distance En (km)
01	Travaux d'extension réseau canalisation urbaine cite 50 + 70 logts CHELIA	0.130
02	Travaux d'extension réseau canalisation urbaine cite 70 logts lycée M'SARA	0.496
03	Travaux Canalisation FTTB/FTTC cité elmazdour TAOUZIANET	1.076
04	Travaux d'extension réseau canalisation urbaine cite lekssour commune de k	0.788
05	Travaux d'extension réseau canalisation urbaine cite EL DJAZIRA M'SARA	0.6485

Les représentants des sociétés intéressées peuvent se présenter pour retirer le cahier des charges, accompagnés du cachet de l'entreprise à l'adresse ci-après :

ALGERIE TELECOM
Direction Opérationnelle de Khenchela
Sous-direction Fonctions Support
Département Achats et Logistique
Service Achats

Contre le versement auprès de la banque BNA, d'un montant de Deux mille Dinars (2000.00 DA), non remboursable, représentant les frais de documentation et de reprographie au compte bancaire : BNA Khenchela N° :001003230300000239/58

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou son représentant désigné à cet effet.

Les offres doivent être composées :

- 1-D'un dossier administratif : Inséré dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Dossier Administratif ».
- 2- D'une offre technique : Insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Offre technique ».
- 3- D'une offre financière : Insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Offre financière ».

Les offres technique et financière et le dossier administratif, accompagnés des pièces réglementaires citées dans le cahier des charges doivent parvenir à l'adresse ci-dessus indiquée, sous enveloppe principale anonyme portant que la mention suivante :

ALGERIE TELECOM
Direction Opérationnelle de Khenchela
Adresse : Cité Saada Khenchela

AVIS D'APPEL D'OFFRES

N°AO/ 09 /AT/DO KHE/SDFS/DAL/SA/2020

Travaux Réalisation d'extension réseau canalisation urbaine

« À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La durée accordée pour la préparation des offres est de quinze(15) jours à partir de la date de parution dans le site web d'Algérie Télécom.

La date et heure limites de dépôt des offres sont fixées au dernier jour de préparation des offres de 08h00 à 14h00.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissions qui parviennent après la date de dépôt des plis ne seront pas prises en considération.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00 à l'adresse précitée.

Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de 180 jours à compter de la date limite de dépôt des plis.

DK NEWS

Anep : 2016006874 du 12/04/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA D'ILLIZI
NIF : 099033019000632

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DES CAPACITÉS MINIMALES N° : 13/2019

Conformément à l'article 65 du décret présidentiel N° : 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et suite à l'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N° : 13/2019 lancé dans le quotidien : الحوار du 22/10/2019 et le quotidien **DKNEWS** du 23/10/2019 portant sur :

Projet :

Acquisition et installation réseau éclairage publics en photovoltaïque commune d'Ain Amenas (100 points lumineux) an la Route Nationale N° 03 entre carrefour (Ain Amenas – Ouargla) et carrefour (Ain Amenas – Illizi)

La Direction des Travaux Publics de la wilaya d'illizi informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participés à cet appel d'offres que les résultats de l'évaluation des offres technique et financières sont les suivants :

Entreprise	Montant de l'offre en TTC	Note technique /100	Délais	Offre financier
SARL EL-SAFOUA ELECTRICITE GENERAL – Illizi – NIF : 001239054350669	14 994 000.00 DA	70	02 mois	Moins disant

Aussi, et conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° : 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public les soumissionnaires qui conteste ce choix pourront introduire leurs recours dans un délai de 10 jours à compter de la première parution de cet avis sur la presse, auprès de la commission des marchés de la wilaya d'illizi, en cas ou le dixième jour coïncide avec une journée de repos le délais sera au jour ouvrable suivant.

Aussi les soumissionnaires peuvent se rapprocher auprès des services concernés pour prendre compte du résultat de l'évaluation technique et financière de leurs offres et ceci dans un délai de 03 jours à compter de la première parution de cet avis.

DK NEWS

Anep : 2016006850 du 12/04/2020

PANDÉMIE/PLATEFORMES NUMÉRIQUES Apple et Google s'allient pour le suivi numérique des contacts humains

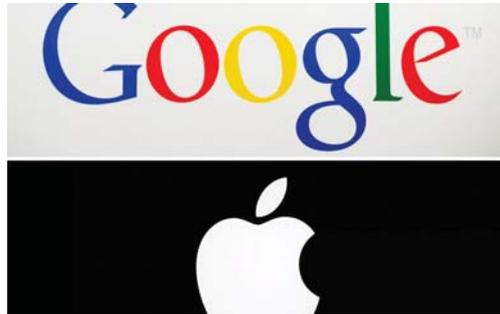
Apple et Google ont annoncé un partenariat pour permettre le suivi numérique des individus ayant été à proximité des personnes infectées par le coronavirus afin de limiter la propagation de la maladie tout en préservant la confidentialité.

"Google et Apple annoncent un effort conjoint pour permettre l'utilisation de la technologie Bluetooth dans le but d'aider les gouvernements et les agences de santé à réduire la propagation du virus, en intégrant la confidentialité et la sécurité des utilisateurs au cœur de la conception", ont indiqué les deux géants technologiques dans un billet de blog vendredi.

Des smartphones équipés du logiciel iOS d'Apple ou Android de Google pourront ainsi échanger des informations via Bluetooth, afin d'assurer le suivi des contacts humains ("contact tracing") et d'alerter les autres utilisateurs. A partir de mai, les utilisateurs d'appareils iOS et Android seront en mesure de partager des contenus issus d'applications officielles d'autorités de santé publique, téléchargeables depuis les boutiques en ligne des deux groupes. Apple et Google prévoient t, dans un second temps, de développer "une plateforme de suivi des contacts plus large i... qui permettrait à davantage de personnes d'y participer, si elles choisissent d'y adhérer." Les systèmes d'exploitation des deux groupes sont les plus utilisés sur les smartphones à travers la planète. "Compte tenu de l'ur-

gence du besoin, l'objectif est de mettre en oeuvre cette solution en deux étapes tout en maintenant de solides protections pour assurer le respect de la vie privée des utilisateurs", ont promis Apple et Google. Le patron d'Apple, Tim Cook, et celui de Google, Sundar Pichai, ont tous deux réagi à ce nouveau partenariat. "Le suivi des contacts peut aider à ralentir la propagation du Covid-19 et peut se faire sans compromettre la vie privée des utilisateurs", a écrit M. Cook sur Twitter. Plusieurs experts et association se montraient cependant perplexes sur l'efficacité des nouveaux outils de Google et d'Apple. "Il est difficile de savoir quel usage ils comptent faire" des données obtenues, s'interroge ainsi Ryan Calo, chercheur à l'université de Washington et affilié au Centre pour internet et la société de Stanford. "S'ils pensent que le suivi numérique des contacts va permettre aux gens d'arrêter la distanciation sociale, je suis sceptique", indique M. Calo. "Mais s'ils créent une plateforme de recherche pour les autorités sanitaires, ça pourrait être utile", ajoute-t-il.

L'organisation de défense des droits civiques ACLU saluait la démarche, mais se montrait



préoccupée par les inégalités économiques que cette nouvelle initiative risque, selon elle, de mettre à jour. "De telles méthodes de suivi des contacts sont susceptibles d'exclure de nombreux membres vulnérables de notre société dont l'accès aux technologies est limité et qui sont déjà affectés de manière disproportionnée par la pandémie", avertit Jennifer Granick, chargée de la surveillance et de la cybersécurité pour l'ACLU.

D'autres experts s'interrogeaient sur l'usage des données personnelles malgré les garanties des deux entreprises. "Si j'imagine que ces outils seront proposés sur la base du volontariat, ils finiront par devenir

obligatoires une fois que les législateurs se mettront à se fier à eux pour prendre des décisions telles que qui peut quitter son domicile ou qui peut retourner au travail", s'inquiète Ashkan Soltani, chercheur en sécurité informatique. "Cela créera un précédent incroyablement dangereux", prédit-il.

Mais pour d'autres spécialistes, les dispositifs de protection sont suffisamment élevés pour ne pas donner lieu à des abus. "Les plateformes mobiles ont mis en place des garde-fous techniques pour atténuer les risques de traçage et de ré-identification, qui semblent assez solides", estime John Verdi, du Future of Privacy Forum.

INTERNET/ PANDÉMIE La pandémie profite aux arnaques en ligne

L'organisation de régulation des noms de domaine sur internet (ICANN) a appelé à la vigilance mardi contre la prolifération des arnaques qui exploitent les peurs liées à la pandémie de coronavirus.

En mars, au moins 100.000 nouveaux sites web ont été enregistrés sous des noms de domaine comportant des mots tels que "covid", "corona" et "virus", a indiqué l'ICANN. Plusieurs milliers de ces sites servent ensuite de base pour des campagnes de hameçonnage ou pour inonder les boîtes mails de spams promouvant des arnaques liées au Covid-19. La société à but non lucratif, basée en Californie, ne peut pas intervenir sur les contenus des sites, "mais cela ne veut pas dire que nous ne soyons pas inquiets ou conscients de ces activités frauduleuses", remarque Goran Marby, le directeur de l'ICANN, dans une rare lettre adressée aux centaines de fournisseurs de noms de domaine agréés par l'organisation.

"Le Covid-19 est unique car il est véritablement mondial et les criminels ne surfent pas sur la vague, ils se sont engouffrés dans la brèche en mode +chutes du Niagara+", a déclaré John Crain, le chef de la sécurité de l'ICANN.

L'organisation avait déjà signalé dans un rapport qu'il y avait une "exposition du cybercrime" lié au coronavirus. Les consommateurs américains ont déjà perdu environ 5 millions de dollars dans des arnaques liées à la pandémie ces dernières semaines, d'après l'agence fédérale de régulation du commerce et de la concurrence.

CYBER SÉCURITÉ Coronavirus : les cyberattaques en augmentation

Des hackers, parrainés par certains Etats, utilisent le coronavirus comme appât pour s'attaquer aux ordinateurs personnels et aux réseaux sociaux, ont alerté mercredi les agences de sécurité informatique américaine et britannique. Des courriels et textes de hameçonnage, ou encore de faux sites internet sur le Covid-19, incitent les internautes en quête d'informations



à cliquer sur des liens infectés qui contournent les systèmes de protection ou installent des logiciels malveillants, affirmant dans un message d'alerte l'Agence américaine de cybersécurité et des Infrastructures et le Centre national britannique de cybersécurité. Certains courriels ou textes sont titrés "Infos Coronavirus 2020" ou "Epidémie de coronavirus dans votre ville (Urgence)" tandis que d'autres attachent en pièces jointes des documents portant prétextuellement sur les politiques de lutte contre la pandémie.

"Les groupes APT utilisent la pandémie de Covid-19 pour une partie de leurs opérations", expliquent les deux agences, en référence à la dénomination qu'elles utilisent pour désigner des acteurs plus sophistiqués ("Advanced Persistent Threat") que les cybercriminels ordinaires car liés aux gouvernements. Ces groupes "prennent l'apparence de vraies entités (et) leurs objectifs et leurs cibles vont dans le même sens que leurs priorités traditionnelles comme l'espionnage ou le +piratage/fuitage+". Ils utilisent aussi la pandémie "à des fins commerciales en déployant des rançongiciels et autres logiciels malveillants", selon les agences qui publient une liste non exhaustive de 2.500 fausses

adresses internet.

Une partie des courriels piratés - en plusieurs langues - prétendent provenir de l'Organisation mondiale de la santé. L'un d'eux, envoyé en italien, utilise ainsi le nom d'un haut responsable de l'OMS avec en pièce jointe un document sur les "précautions nécessaires pour lutter contre la contamination". Mais l'ouverture de ce document injecte un dossier qui permet à un logiciel automatisé de s'introduire dans le système informatique de l'ordinateur infecté.

Autre exemple, un faux site internet du gouvernement britannique vole les coordonnées bancaires des usagers victimes du Covid-19 qui croient faire une demande d'aide d'urgence. Les hackers s'attaquent également aux applications et VPN (réseaux privés virtuels) largement utilisés par les millions de salariés en télétravail car con finés chez eux à cause du coronavirus. Les agences de cybersécurité mettent notamment en garde contre les failles de certains VPN, dont les produits Citrix, Pulse Secure, Fortinet et Palo Alto, ou des plateformes en ligne Zoom et Microsoft Teams, quand les visio-conférences ne sont pas sécurisées par des mots de passe.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SOUKAHRAS
DAIRA DE SEDRATA
COMMUNE DE SEDRATA
N° fiscal 098.541.029.067.315.01

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15247 Du 16/09/2015 portant Réglementation des Marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale de Sedrata informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'appel d'offre National couvert avec exigences de capacités minimales N°04/2020 paru aux quotidiens *Essaker du 26/01/2020 et DK NEWS du 27/01/2020*

Qu' à l'issue du jugement des offres, les projets ont été provisoirement attribués aux Entreprises citées ci-dessous

N°	Projet	N° Fiscal	Entreprise	Montant	Délai	Note Technique	Observation
01	Aménagement de l'espace séparant la cité 100 logements Route de Khemissa et la cité El Jolchar avec le périmètre d'irrigation.	1975 4102 01178 32	Entreprise des travaux TCE Ben ben abdallah Abdel kader	14.977.376,00 DA	68 Mois	61,00/00 points	Mémoire d'état et conforme au contenu du cahier des charges
02	Aménagement de l'espace séparant la cité Mohamed Boualif et les terres agricoles de proximité derrière l'unité de la protection civile	1970 4102 00616 38	Entreprise des travaux TCE ROUCHE Salim	14.975.979,79 DA	09 Mois	54,44/00 points	Mémoire d'état et conforme au contenu du cahier des charges

N.B. Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N°15247 Du 16/09/2015 portant Réglementation des Marchés publics et des délégations de service public.

Le soumissionnaire qui conteste l'attribution provisoire peut introduire un recours, auprès de la commission des marchés communale dans les (10) dix jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

Les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière peuvent se rapprocher du service contractant, au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché.

CORONAVIRUS L'association des coureurs cyclistes prête à faire des compromis

L'association internationale des coureurs cyclistes (CPA) s'est dite prête à des compromis mais a refusé par avance "une réduction généralisée des salaires" dans le contexte de la pandémie de coronavirus.

"Nous sommes prêts à écouter et à faire des compromis pour le bien de tout le sport", a déclaré vendredi son président, l'ancien coureur italien Gianni Bugno.

"Nous acceptons la flexibilité demandée par l'AIGCP (l'association internationale des équipes) mais les règles sont à respecter.

Il n'est pas acceptable de faire des coupes importantes dans les salaires sans la preuve que les contrats ne peuvent pas être respectés", a estimé le double champion du monde.

Au moins cinq formations du WorldTour (CCC, Mitchelton, Astana, Bahrain, Lotto) ont opté pour des réductions pouvant aller jusqu'à 80% du salaire pendant la période incriminée.

"Nous n'accepterons jamais une réduction généralisée des salaires", a insisté la secrétaire générale du CPA, Laura Mora.

"On devra évaluer chaque cas individuellement et étudier comment limiter les problèmes avec une aide et des stratégies spécifiques".

Le CPA, qui participe au groupe de travail créé par l'Union cycliste internationale (UCI) à côté des représentants des équipes, a souligné le "réel besoin de travailler ensemble": "Nous sommes tous dans le même bateau, au milieu d'une tempête et donc pour sauver tout le monde, nous devons respecter des principes communs et vraiment travailler comme une équipe".

Judi, l'UCI a annoncé qu'une "flexibilité temporaire" avait été approuvée par "les acteurs du cyclisme professionnel sur route": "L'UCI et ses partenaires se sont entendus sur le cadre qui permettra aux équipes qui rencontrent des difficultés financières sérieuses de prendre les mesures nécessaires à leur continuité dans le contexte de la pandémie."

JEUX OLYMPIQUES-2021 (QUALIFICATIONS) La FIG décide de reprogrammer les compétitions restantes et reconduire le même système

Le Fédération internationale de gymnastique (FIG) a décidé de reconduire les principes du système de qualification olympiques et reprogrammer les compétitions restantes, interrompues en raison de la pandémie du coronavirus (COVID-19).

Lors d'une vidéoconférence tenue, jeudi avec l'ensemble des 18 membres de son exécutif dont l'Algérien Sid Ali Zaatar, président de l'Union africaine de gymnastique, le Comité exécutif de la FIG a décidé de "faire son possible pour faire tenir toutes les coupes du monde et les championnats continentaux qualificatifs qui n'ont pas eu lieu, mais ce n'est qu'une fois que toutes les conditions de sécurité seront à nouveau réunies", a indiqué le communiqué de l'instance.

Le comité exécutif a estimé que le prolongement, par le CIO, de la période de qualification jusqu'au 29 juin 2021, donnera à la FIG une plus grande marge de manœuvre pour conclure le processus de qualification olympique.

Pour cela, les fédérations nationales hôtes des événements ou les unions continentales sont tenues de travailler en étroite collaboration avec la FIG afin "de trouver de nouvelles dates dans le calendrier, dès que la pandémie sera jugulée et que les restrictions gouvernementales seront levées", a expliqué l'instance mondiale.

Il est à rappeler que près de 75% des 324 places olympiques en gymnastique ont déjà été décrochées, et les dernières épreuves de qualification, prévues entre mi-mars et fin mai 2020 ont été perturbées par la propagation rapide de la pan-



démie de COVID-19. De ce fait, suite à l'interruption de la Coupe du monde par engins de Bakou (13 mars), avant les finales, le Comité exécutif a décidé de considérer comme classements finaux les résultats des qualifications et d'attribuer les points correspondants.

"Pour les athlètes ou les Comités nationaux olympiques qui ont déjà décroché leurs billets olympiques, rien ne change.

Ils restent qualifiés pour les Jeux", a précisé la fédération.

Au cours de la vidéoconférence, le Comité exécutif de la FIG a également passé en revue plusieurs autres questions imposées par ce changement de dates et l'impact de la crise sanitaire mondiale actuelle sur les compétitions de gymnastique.

Concernant son Congrès électif qui devait se tenir en octobre 2020 à Antalya (Turquie), la FIG a envisagé divers scénarios, notamment la possibilité de reporter le Congrès

au mois d'octobre 2021. Le Comité exécutif évaluera à nouveau la situation à la mi-mai et prendra une décision finale à ce moment-là ou en juin, en fonction de l'évolution de la pandémie.

"En attendant cette décision finale, les fédérations nationales sont toujours tenues de respecter les dates-limites fixées, y compris celle du 20 mai 2020 pour présenter des candidats aux élections", a conclu l'instance mondiale de gymnastique.

F1 Chômage partiel au sein de Renault en raison du Covid-19

Après McLaren, Williams et Racing Point, une nouvelle écurie de F1, Renault, a annoncé vendredi des mesures de chômage partiel sur deux sites pour limiter les effets économiques de la pandémie de coronavirus.

A Viry-Châtillon en région parisienne, où se situe l'usine moteurs, le personnel a été placé en chômage partiel "pour une durée de 12 semaines qui pourra être réduite ou allongée selon l'évolution de la situation", a indiqué le constructeur français.

A Enstone en Angleterre, où sont développés et construits les châssis, Renault a décidé d'appliquer rétroactivement le programme de maintien de l'emploi mis en place par le gouvernement britannique.

La grande majorité du personnel d'Enstone, en arrêt total d'activité depuis le 1er avril, le sera au moins jusqu'au 31 mai.

En Grande-Bretagne, où sont basées entièrement ou partiellement sept écuries

(McLaren, Williams, Racing Point, Mercedes, Red Bull, Haas et Renault), le gouvernement permet aux entreprises de mettre leurs employés au chômage partiel en garantissant 80% de leur salaire jusqu'à un plafond fixé à 2.500 livres par mois (environ 2.800 euros).

"Nous devons utiliser toutes les mesures à notre disposition pour traverser cette période prolongée d'incertitude et d'inactivité du mieux que nous pouvons, tout en protégeant l'ensemble de l'équipe que nous avons construite au cours des quatre dernières années", a déclaré le patron de l'écurie Renault, Cyril Abiteboul.

Outre certaines écuries, le promoteur de la F1, Formula One, a également eu recours au chômage partiel et ses dirigeants



ont accepté des réductions de salaires. Ces mesures interviennent alors que 9 des 22 courses prévues dans le cadre du championnat du monde de F1 ont été annulées ou reportées. La saison ne devrait pas débuter avant le Grand Prix de France, le 28 juin.

CORONAVIRUS Le tournoi WTA de Montréal menacé

L'organisation du tournoi WTA de Montréal, programmé du 10 au 16 août, est menacée après la demande du gouvernement de Québec de suspendre tous les événements sportifs et culturels jusqu'au 31 août pour cause de pandémie de coronavirus.

La Fédération canadienne de

tennis (Tennis Canada) "évalue actuellement les conséquences de cette annonce en discutant des différentes options avec la WTA concernant le report de la (compétition)", a-t-elle affirmé dans un communiqué.

L'ATP et la WTA ont suspendu les circuits de tennis masculin et féminin jusqu'au 13 juillet en

raison de la pandémie de nouveau coronavirus.

Alors que le tournoi de Wimbledon a été annulé, une première depuis la Seconde guerre mondiale, celui de Roland-Garros a été reporté à septembre-octobre.

"Nous comprenons la décision du gouvernement du Qué-

bec qui doit tenir compte de la santé et de la sécurité de la population québécoise", a déclaré le directeur de la Coupe Rogers à Montréal, Eugène Lapiere.

"Notre priorité dans la gestion de cette crise a toujours été d'assurer la sécurité et le bien-être de nos joueurs, fans, bénévoles, partenaires et employés, et nos

décisions en tiendront donc compte", a-t-il ajouté en espérant pouvoir faire une annonce samedi à propos de l'édition 2020.

Le Masters 1000 du Canada, disputé à Toronto aux mêmes dates, n'est lui pas concerné par cette décision.

ALGÉRIE (COVID-19) SOLIDARITÉ Plus d'un million d'euros de dons récoltés (FAF)

Le compte spécial d'aide et de solidarité ouvert par la fédération algérienne de football (FAF) dans le cadre de la lutte contre le nouveau coronavirus (Covid-19), a récolté plus d'un million d'euros de dons, a annoncé vendredi le responsable de communication de l'instance fédérale Salah-Bey Aboud.

«Le montant a dépassé un million d'euros. Cela a été possible grâce à la contribution de tout le monde, y compris les Ligues régionales. Pour les clubs professionnels, ils ont cédé leur quote-part des droits TV.

Je laisserai au président de la FAF (Kheireddine Zetchi, ndlr) le soin de divulguer le montant exacte prochainement.

La somme collectée sera virée sur le compte de solidarité ouvert par les pouvoirs publics», a-t-il indiqué sur les ondes de la radio nationale.

L'ouverture de ce compte a été décidée par les membres du Bureau fédéral de la FAF, lors de la dernière réunion mensuelle tenue exceptionnellement par visioconférence, sous la prési-



dence de Kheireddine Zetchi.

La Ligue de football professionnel (LFP) qui a annoncé dans un premier temps sa contribution à 10 millions de dinars, a décidé

de le revoir à la hausse pour atteindre les 30 millions de dinars.

Selon le dernier bilan établi jeudi par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du corona-

virus, 94 nouveaux cas confirmés de Covid-19 et 30 nouveaux décès ont été enregistrés en Algérie, portant le nombre total de cas confirmés à 1666 et celui des décès à 235.

Riyad Mahrez 15^e dans le top 50 des joueurs les plus cotés d'Europe

Le capitaine de la sélection algérienne de football et actuel ailier droit de Manchester City, Riyad Mahrez occupe la 15^e place dans le Top 50 des joueurs les plus cotés dans les cinq plus gros championnats européens (Big-Five), selon un sondage du site spécialisé «Whoscored» et dont les résultats ont été dévoilés vendredi.

Un classement plus qu'honorable pour le champion d'Afrique, surtout qu'il le place en tête du classement des meilleurs joueurs arabes et africains.

Le principal concurrent de Mahrez, l'attaquant international Sénégalais de Liverpool, Sadio Mane n'est que 28^e dans ce classement, dominé par la star argentine du FC Barcelone, Lionel

Messi. Sur le podium, l'attaquant international Brésilien du Paris Saint-Germain, Neymar occupe la deuxième place, devant l'avant-centre Polonais du Bayern Munich, Robert Lewandowski.

Une nouvelle distinction donc pour l'Algérien, auteur d'un très bon début de saison avec les Bleu Ciel.

FIFA

La justice suisse va clore partiellement la procédure contre Blatter

Le ministère public de la Confédération helvétique (MPC, parquet) a décidé de clore en mars l'une des deux enquêtes visant l'ex-président suisse de la Fifa, Sepp Blatter, révèle vendredi Le Monde et le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung.

Selon ces deux journaux, le patron déchu de la Fédération internationale de football, âgé de 84 ans, ne sera pas poursuivi pour l'octroi de droits télévisés à l'Union caribéenne de football (CFU), l'un des deux volets de la procédure ouverte contre lui en 2015, pour «suspçon de

gestion déloyale et abus de confiance». De son côté, Sepp Blatter a indiqué «ne pas avoir reçu personnellement le document du MPC». Le MPC soupçonnait Sepp Blatter d'avoir signé un «contrat défavorable à la FIFA» avec la CFU, dirigée alors par le Trinidadien Jack Warner, radié à vie par la Fédération internationale et inculpé pour corruption par la justice américaine.

Résilié en 2011, ce contrat octroyait les droits télévisés des Mondiaux 2010 et 2014 à la CFU pour 600.000 dollars (536.000 euros), une



somme jugée en-deçà du prix du marché. L'ex-président de la FIFA reste en re-

vanche toujours sous le coup d'une procédure pénale dans le second volet de l'affaire: le paiement controversé de 2 millions de francs suisses (1,89 M EUR) à Michel Platini, alors président de l'UEFA, en février 2011. «Une fois que le cas concernant le paiement des 2 millions de francs suisses à Platini sera lui aussi classé, je demanderai à la Fifa ma réhabilitation car ma suspension par la commission d'éthique de la Fifa a été faite sur la base des accusations de la justice suisse», a ajouté Blatter.

ECOSSE-CORONAVIRUS

Les joueurs et le staff du Celtic baissent leurs salaires

Les joueurs du Celtic Glasgow, leur entraîneur Neil Lennon, ainsi que les autres membres du staff technique, y compris ceux centre de formation, ont accepté une baisse «significative» de leurs salaires, d'avril à juin, en guise de solidarité en cette période de pandémie, a annoncé vendredi le club écossais.

Cette mesure «aidera le club à traverser la crise actuelle causée par l'épidémie du nouveau Coronavirus, sur une base stable, tout en garantissant la sauvegarde des droits et des intérêts de tous les collaborateurs», a indiqué le Celtic dans un communiqué.

«J'apprécie énormément la volonté des concernés à reconnaître les difficultés concrètes que cette crise horrible a créées», a expliqué le président du club Peter Lawwell. «Certes, le Celtic est dans une position financière solide, mais nous ne sommes pas épargnés par les circonstances actuelles», a-t-il poursuivi.

Cette annonce intervient alors que le football écossais est en plein débat sur la suite à donner à sa saison.

La Ligue de football professionnel (SPFL) a soumis au vote de ses 42 membres un projet d'arrêt immédiat des trois divisions inférieures, alors que

la Premiership reste quoiqu'il arriver suspendue jusqu'au 10 juin, dans l'espoir d'une éventuelle possibilité d'achever la saison.

Mais ce projet a déjà reçu l'opposition de plusieurs clubs, dont les rivaux du Celtic, les Rangers, qui estiment qu'entériner les relégations et les promotions sur une saison tronquée ne serait pas équitable.

Les Rangers vont, en outre, soumettre un autre texte enjoignant à la SPFL de distribuer dès à présent les primes de résultats de la saison afin de soulager l'étranglement financier dans lequel se trouvent certains clubs.

CORONAVIRUS

West Ham acte un report d'une partie des salaires de ses joueurs

Les joueurs du club anglais de football de West Ham ont accepté vendredi de reporter le paiement d'une partie de leur salaire et leur entraîneur, David Moyes, va réduire le sien de 30%, en raison de la crise financière provoquée par la pandémie de coronavirus, a annoncé le club.

Cette décision intervient au lendemain de celle de Southampton, premier club du Championnat d'Angleterre dont les joueurs ont consenti à un report des salaires (trois mois).

«Les économies réalisées grâce à ces mesures permettront de soutenir toute l'infrastructure du club, de conserver les emplois et de continuer à payer 100% des salaires du personnel», a déclaré West Ham dans un communiqué.

Selon le club londonien, les joueurs, guidés par leur capitaine Mark Noble, ont participé à cet effort «en reportant un pourcentage de leur salaire», lequel n'a pas été précisé, «pendant la période de suspension» des matches.

«Nous avons été en dialogue constant avec le club depuis que la situation liée au Covid-19 est apparue et je suis fier que toute notre équipe ait clairement exprimé son vif désir de jouer son rôle pour soutenir l'es autres (membres du club)», a affirmé Noble, cité dans le communiqué du club.

A l'instar de David Moyes, la vice-présidente de West Ham Karen Brady et le directeur des finances du club Andy Mollett ont aussi accepté une baisse de 30% de leur salaire.

Les propriétaires de West Ham David Sullivan et David Gold ont quant à eux annoncé vouloir injecter 30 millions de livres (34 M EUR) dans le club pour garantir sa stabilité.

Southampton avait annoncé jeudi un report de trois mois des salaires de ses joueurs, de son entraîneur Ralph Hasenhuttl et de ses dirigeants, devenant la première équipe de Premier League à prendre une telle mesure en raison de la pandémie de coronavirus.

Début avril, Eddie Howe, l'entraîneur de Bournemouth, avait lui aussi consenti également à une réduction de salaire, devenant alors le premier entraîneur de Premier League à faire ce geste.

Kenny Dalglish, légende de Liverpool, testé positif au Covid-19

L'ancien joueur et entraîneur de Liverpool, l'Écossais Kenny Dalglish, 69 ans, a été testé positif au Covid-19 mais reste «asymptomatique», a annoncé sa famille vendredi dans un communiqué relayé par les «Reds».

«Sir Kenny a été hospitalisé mercredi afin de soigner une infection ayant nécessité l'injection d'antibiotiques par voie intraveineuse», ont expliqué les proches de l'ancien attaquant dans un message diffusé sur le site du Liverpool FC.

L'Écossais, qui avait débuté sa carrière au Celtic Glasgow et a remporté à trois reprises la Ligue des champions avec les «Reds» (1978, 1981, 1984), a «ensuite été testé pour le Covid-19 bien qu'il n'ait auparavant présenté aucun symptôme de la maladie», selon ce communiqué. «Contre toute attente, le résultat du test a été positif, mais il reste asymptomatique», a précisé la famille de l'ancien joueur qui avait coaché Liverpool pendant une saison et demie de 2011 à 2012. Avant son admission à l'hôpital, Dalglish avait souhaité «s'isoler volontairement» avec sa famille «pendant une période plus longue que celle conseillée», ont précisé ses proches.

APS

CORONAVIRUS / BELGIQUE

Des personnalités du football s'unissent au sein des «Souliers du cœur»

Une cinquantaine de professionnels du football belge se sont unis au sein du collectif «Souliers du cœur», dont l'objectif est de «venir en aide de manière très concrète à des associations qui combattent l'épidémie du Covid19», rapporte vendredi l'agence Belga.

Les internationaux Marouane Fellaini et Adnan Januzaj, le Français d'Anderlecht Adrien Trebel ou encore les entraîneurs Michel Preud'homme et Felice Mazzu, sont parmi les personnalités impliquées dans ce projet lancé par l'agent de joueurs Mogi Bayat. Jeudi soir, 50.000 euros avaient été récoltés et 13 associations avaient été soutenues.

«Le collectif a déjà pu assurer le livraison de nourriture et de matériel de protection (masques, gels et gants) auprès de différentes associations, indique le site des «Souliers du cœur».

«Concrètement, nous avons décidé de soutenir des structures qui agissent au quotidien auprès des sans-abris, des personnes ayant un handicap, des enfants maltraités placés dans des institutions sans oublier évidemment les personnes âgées», poursuit le site.

SÉRIE A

Cuadrado intéresse l'Inter Milan (médias)

L'Inter Milan souhaite piocher dans l'effectif de la Juventus Turin pour se renforcer lors du prochain mercato estival, en recrutant le milieu terrain Colombien Juan Cuadrado, selon les médias locaux.

«Juste avant l'arrêt du championnat pour cause de Covid-19, les deux clubs étaient à la lutte en Serie A.

Cela pourrait également être le cas sur le marché des transferts.

En effet, la formation de l'Inter Milan envisage de recruter l'international Colombien même si la mission semble compliquée car le joueur dispose d'un important temps de jeu sous les ordres de Maurizio Sarri», a écrit le quotidien Tuttosport.

Les dirigeants Nerrazzuri envisageraient de tenter le coup Cuadrado (31 ans), dont le contrat a été prolongé au mois de novembre dernier jusqu'en juin 2022.

ITALIE - CORONAVIRUS

Un derby milanais, ce samedi, en virtuel

Le Milan AC a annoncé la tenue d'un derby «virtuel» face à l'Inter, samedi sur console de jeux vidéo, pour pallier l'arrêt de la compétition réelle, en raison de la pandémie du nouveau Coronavirus.

Ce choc entre rossoneri et nerrazzuri se jouera sur le jeu PES, l'un des deux géants du jeu de football sur consoles.

Côté milanais, c'est le jeune attaquant portugais

Rafael Leao qui tiendra la manette.

Face à lui, il retrouvera l'attaquant de l'Inter Sebastiano Esposito, l'un des plus grands espoirs du football italien.

Le match aura lieu samedi, à 12h30 et sera diffusé en direct sur les réseaux sociaux des deux clubs, ainsi que sur la chaîne du Milan AC et sur Dazn, l'un des deux diffuseurs de la Série «A» en Italie. «C'est

un derby, donc il y a toujours l'envie de gagner.

Mais l'objectif principal est d'être proches de nos tifosi dans ce moment compliqué», a déclaré Leao.

Le championnat d'Italie de football est l'arrêt depuis le 9 mars en raison de la pandémie du nouveau Coronavirus.

Avec plus de 18.000 morts, l'Italie est l'un des pays européens les plus endeuillés par le Covid-19.

FIFA (COVID-19) PANDÉMIE

Infantino : «C'est irresponsable de reprendre les compétitions si la situation n'est pas sécurisée»

Le président de la Fédération internationale de football (Fifa) Gianni Infantino, a déclaré qu'il serait «irresponsable» de relancer les compétitions si la situation ne sera pas «sécurisée à 100%», face à la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Ce n'est pas la peine de mettre en danger la vie humaine pour un match, une compétition ou une ligue. Tout le monde devrait avoir cela bien en tête. Il serait irresponsable de relancer les compétitions si la situation n'est pas sécurisée à 100%.

Si vous devez attendre un peu plus longtemps, nous devons le faire. Il vaut mieux attendre un peu plus que prendre des risques», a-t-il indiqué jeudi, via la fédération royale espagnole de football (RFEF), cité vendredi par L'Equipe.

Plusieurs compétitions locales, régionales, et internationales, ont été reportées en raison du Covid-19, qui est en train de faire des ravages, avec plus de 95.000 morts dans le monde.

La Bundesliga allemande pourrait redémarrer en mai alors que les Ligues commenceront à planifier et à se préparer pour les reprises, mais Infantino a averti qu'il serait dangereux de recommencer



trop tôt. «Comme notre priorité principale, nos principes, ceux que nous employons dans nos compétitions et que nous invitons également tout le monde à suivre, c'est la santé qui prime. Autant que je le souligne, ce n'est pas suffisant.

Cela ne vaut pas la peine de mettre en danger une vie humaine pour un match, une compétition ou une ligue.

Tout le monde devrait avoir ceci en tête», a-t-il insisté. De nombreux organismes et Ligues à travers le monde sont confrontés à des difficultés financières à la suite de Covid-19, en particulier si les matchs sont annulés ou joués à huis clos.

La Fifa a tenu qu'elle disposerait d'une réserve de trésorerie de 2,7 milliards de dollars qu'elle devrait utiliser

pour créer un fonds d'urgence et Infantino a déclaré que l'organe directeur prévoyait d'aider.

«Grâce au travail que nous avons accompli ensemble à la Fifa au cours des quatre dernières années, nous nous trouvons dans une situation financière très solide.

La Fifa a une bonne réputation sur les marchés financiers», a-t-il conclu.

PREMIER LEAGUE

Chelsea prêt à vendre N'golo Kanté cet été

Les Blues de Frank Lampard sont prêts à tourner la page concernant leur milieu de terrain français, N'golo Kanté, après quatre années de bons et loyaux services, selon les médias locaux.

«Selon nos informations, Chelsea FC a ouvert la porte à un départ pour son récupérateur champion du monde 2018.

Les dirigeants londoniens sont disposés à transférer leur joueur dès cet été, si une offre à la hauteur de leurs espérances est posée sur leur bureau.

Le ?Real Madrid et le ?Paris Saint-Germain sont les deux équipes les plus proches de récupérer la mise», selon le site spécialisé 90min.

Le Real Madrid reste très présent sur ce dossier, dans sa logique de recrutement lors du prochain marché des transferts.

«Zinedine Zidane aimerait réaliser un ?mercato de rêve en cumulant les arrivées de N'Golo Kanté, Paul Pogba et Kylian Mbappé.

Le combat promet d'être rude cependant pour le milieu de Chelsea puisque le PSG est également sur les rangs et déjà prêt à proposer un gros montant», a ajouté la même source. Avec Jorginho, Mateo Kovacic, Ruben Loftus-Cheek ou encore Ross Barkley, Chelsea estime avoir suffisamment de talent pour compenser la perte d'un tel joueur. Tout est donc réuni pour un départ.

Il ne reste plus qu'à finaliser la destination.



LIGA ESPAGNOLE (FC BARCELONE)

Six dirigeants déposent leurs démissions

Six dirigeants du FC Barcelone, actuel leader de la Liga espagnole de football, ont présenté jeudi soir leur démission et réclamé la tenue d'élections dès la fin l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

«Nous en sommes arrivés à ce point (de démissionner) car nous ne nous voyons pas capables de changer les critères et les formes de la gestion du club face aux importants défis du futur et, en particulier, concernant le nouveau scénario post-pandémie», ont indiqué les démissionnaires dans une lettre adressée aux socios du club blaugrana, eux qui fustigent le président du club Josep Maria Bartomeu.

Parmi les signataires figurent le désormais ex-trésorier du Barça, Enric Tombas, ainsi qu'Emili Rousaud, vice-président considéré jusqu'alors comme possible successeur de Bartomeu lors des prochaines élections, prévues en 2021. Tous ont pointé du doigt l'affaire dite du «Barçagate».

«Si les auditeurs nous disent que le coût de ces services est de 100.000 euros et que nous avons payé un million d'euros pour cet audit.

«Si les auditeurs nous disent que le coût de ces services est de 100.000 euros et que nous avons payé un million d'euros, cela signifie que quelqu'un a pioché dans la caisse», a déclaré vendredi Emili Rousaud, interviewé par la radio Raci.

«Nous demandons qu'une fois les résultats de l'audit de PWC présentés, les responsabilités soient clarifiées», ont déclaré les démissionnaires, tout en réclamant «l'éventuelle restitution des actifs correspondants», le cas échéant.

RÉUNION DES PAYS DE L'OPEP+

Accord pour une réduction massive de la production sur deux ans

Les pays de l'Opep et leurs alliés, à l'exception du Mexique, ont approuvé jeudi, tard dans la nuit, un accord portant sur une réduction massive et urgente de leur production pétrolière, s'étalant sur deux ans.



Après une réunion extraordinaire via webinaire, marquée par dix heures (15h à 1h00 locale) de négociations serrées, les producteurs de pétrole, dont l'Algérie, ont convenu de réduire leur production de 10 millions de barils/jour (mb/j) durant les deux prochains mois, à compter du 1er mai et jusqu'à la fin juin 2020.

Cette réduction devrait ensuite se poursuivre, du 1er juillet à la fin décembre 2020, mais avec une cadence inférieure, à savoir une baisse de 8 mb/j. L'accord prévoit enfin que les pays concernés par la déclaration de coopération de l'Opep+, signée en 2016, continuent leurs efforts visant à équilibrer un marché fortement impacté par la pandémie de coronavirus, en appliquant une réduction de leur production de l'ordre de 6 mb/j à compter du 1er janvier 2021 et jusqu'à la fin avril 2022. Ainsi, cet accord historique consiste en une réduction autour de 20% de la production des 10 pays de l'Opep non-exemptés de quotas (donc l'Opep hors l'Iran, le Venezuela et la Libye) et de leurs 10 partenaires de l'Opep+, à savoir la Russie, Azerbaïdjan, Brunei, Bahreïn, Guinée équatoriale, Kazakhstan, Malaisie, Oman, Soudan et Sud Soudan et le Mexique.

Dans un communiqué rendu public juste après la fin de cette 9ème réunion ministérielle extraordinaire, l'Opep a affirmé que « toutes les décisions prises lors de la réunion ont été acceptées par tous les pays producteurs de pétrole de l'OPEP et non-OPEP participant à la Déclaration de coopération, à l'exception du Mexique ».

Par conséquent, l'accord conclu reste « subordonné au

consentement du Mexique », fait observer l'Opep.

Dans le même communiqué, il est indiqué que la base de calcul pour les ajustements est la production pétrolière d'octobre 2018, sauf pour l'Arabie saoudite et la Russie, dont le niveau de référence a été fixé à 11 mb/j.

Une nouvelle réunion de l'Opep+ le 10 juin

L'extension de cet accord, au-delà du 30 avril 2020 sera réexaminée en décembre 2021, précise le communiqué de l'OPEP qui avance que la prochaine réunion de l'Opep+ a été fixée pour le 10 juin 2020 pour « déterminer d'autres actions, si nécessaire, pour équilibrer le marché ».

Commentant les résultats de la réunion, le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab s'est réjoui, dans une déclaration à l'APS à l'issue de la visioconférence, des « réductions nécessaires et indispensables décidées pour aider à la stabilité du marché pétrolier ».

Il s'agit, selon le ministre qui préside la conférence de l'OPEP, de « décisions importantes » qui vont « permettre d'absorber le surplus de l'offre pétrolière disponible actuellement sur le marché et d'enrayer la chute des cours du brut ».

M. Arkab a précisé que la réduction du quota de l'Algérie à compter du 1er mai prochain a été fixée à 200.000 barils/jour. Pour le second semestre 2020, cette baisse passera à 145.000 bj.

Les plus grandes réductions seront supportées par l'Arabie Saoudite et la Russie qui vont baisser leurs productions respectives de 2,5 mb/j chacune à partir du 1er

mai prochain. Le reste des réductions, soit 5 mb/j, doivent être donc supportées par les 18 autres pays Opep/non Opep concernés par l'accord.

Les pays de l'Opep+ ont convenu de convaincre, lors de la conférence virtuelle des ministres de l'Énergie du G20, qui se tient ce vendredi, les autres producteurs pétroliers mondiaux d'adhérer aux présents accords, selon M. Arkab.

L'objectif est de faire participer les autres producteurs mondiaux à une réduction supplémentaire de 5 millions barils par jour de manière à soutenir les efforts déployés pour la stabilisation du marché pétrolier, a indiqué M. Arkab.

Cependant, les Etats-Unis, premier producteur mondial de brut, reviennent un frein juridique à tout engagement au nom des compagnies pétrolières du pays, lequel risque de tomber sous le coup de la réglementation antitrust américaine.

Dimanche dernier, l'Algérie, en tant que présidente de la Conférence de l'Opep, avait appelé les producteurs de pétrole à « saisir l'opportunité de la réunion de jeudi pour privilégier le sens de responsabilité » et « aboutir à un accord sur une réduction de la production pétrolière qui soit globale, massive et immédiate ».

« L'Algérie œuvrera, comme par le passé, à rapprocher les points de vue, rechercher les solutions consensuelles et contribuer à tout effort qui permettra de stabiliser le marché pétrolier, pour le bénéfice des pays producteurs et des pays consommateurs », avait assuré M. Arkab, cité dans un communiqué du ministère.

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS Les premières dispositions ont été prises dans les hôpitaux militaires

Les premières dispositions ont été prises au niveau des hôpitaux militaires dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus (Covid-19), a affirmé le directeur central des services de Santé militaire, le Général-major Abdelkader Ben Djelloul, soulignant que la santé militaire est partie prenante dans tous les dispositifs mis en place à cet effet à l'échelle nationale.

« La santé militaire est partie prenante dans tous les dispositifs mis en place à l'échelle nationale et, à ce titre, les premières dispositions ont été prises au niveau des hôpitaux militaires, à commencer par le report de toutes les interventions non urgentes. Nous avons également vidé les hôpitaux et renvoyé les malades dont l'état de santé permet leur prise en charge à titre externe afin de libérer les lits d'hospitalisation ainsi que le personnel médical et paramédical », a indiqué le directeur central des services de Santé militaire, dans un entretien accordé à la revue El Djéich.

Il a précisé qu'une deuxième mesure a concerné l'annulation de toutes les permissions et les congés de tout le personnel médical, paramédical et technique, militaire et civil, faisant savoir aussi qu'un couloir de consultation spécifique au coronavirus a été créé au niveau de l'Hôpital central de l'armée d'Ain Naâdja.

Il a expliqué que « dès l'arrivée des malades atteints, ils sont séparés du flux des autres malades afin d'éviter tout risque de contamination et toute panique », précisant qu'ils subissent des consultations, examens radiologiques ainsi que le test du coronavirus.

A cet effet, des cabines sahariennes ont été installées au niveau du parking de l'hôpital, réparties de manière à servir les besoins des consultations et examens radiologiques, et d'autres à l'hospitalisation des malades déclarés positifs et ayant des signes cliniques tels qu'un essoufflement, toux, fièvre, malaise important, a encore expliqué M. Ben Djelloul, ajoutant qu'un service de réanimation d'une capacité de 22 lits dédiés au coronavirus a été installé.

« Nous n'avons aucun malade hospitalisé pour le moment, on procède seulement à la consultation de ceux qui se présentent au niveau de l'hôpital de jour », a-t-il fait savoir, relevant qu'une cellule de suivi a été mise en place au niveau de l'hôpital, chargée de collecter toutes les informations et d'orienter les porteurs sains en leur donnant des conseils et ce, grâce à un contact téléphonique

avec un infectiologue afin d'intervenir au moindre risque.

Il a assuré aussi que l'hôpital dispose de moyens d'évacuation nécessaires et d'ambulances médicalisées, précisant toutefois qu'il y a « quelques cas actuellement confirmés et suivis », ajoutant que l'hôpital sous Shelter, d'une capacité de 180 lits, sera probablement déployé au niveau de Blida ou Alger pour la population civile dans un endroit public et accessible à la population ».

« Nous avons émis des propositions quant au lieu de son déploiement. Dans une seconde phase, les établissements de prestations médico-sociales existant au niveau de chaque hôpital militaire au centre, à l'Est et à l'Ouest du pays, en l'occurrence Aïn Naâdja, Constantine et Oran, seront mobilisés », a-t-il dit.

Il a relevé qu'en cas de besoins, ces centres « seront transformés en hôpitaux et leur fonctionnement ne posera pas de problème, d'autant que les chambres seront converties en chambres d'hospitalisation et l'infirmier dont ils sont dotés, en salles de consultation, et c'est le personnel médical, paramédical et technique de l'hôpital qui se déplacera pour les faire fonctionner », ajoutant que « ces trois établissements augmenteront la capacité d'hospitalisation de 100 lits ».

« Dans le cas où l'infection devient massive, de débordement ou que ces moyens seront dépassés, nous mettrons en œuvre d'autres infrastructures aménageables », a-t-il assuré.

MBen Djelloul a fait savoir qu'au cas où le nombre de contaminés devient important, la Santé militaire « dispose de moyens pour effectuer les tests de diagnostic du coronavirus, car elle dispose des capacités techniques et humaines pour effectuer 300 tests à l'Hôpital central de l'armée, dans les hôpitaux de Constantine et d'Oran, mais il est question de réactifs uniquement ». Dans le même sillage et concernant la mobilisation des personnels, il a indiqué qu'un plan de mobilisation « est en train d'être élaboré en recensant le personnel médical, paramédical et technique, militaire et civil, ayant servi au sein des structures de santé militaire ces cinq dernières années ».

« Je voudrais remonter aux dix dernières années. C'est pour dire que tout le monde est utile dans de telles circonstances. Nous sommes à la recherche des adresses, si le temps nous presse, nous lancerons un appel à travers la radio pour qu'ils rejoignent l'hôpital le plus proche. Nous nous préparons à une situation qui nécessite une mobilisation générale », a-t-il conclu.

SAHAR OCCIDENTAL - COVID-19

Une campagne pour sauver la vie des prisonniers politiques sahraouis au Maroc

Une organisation dénommée, les filles de la Saguia Elhamra et du rio de Oro, va mener une campagne pour la libération immédiate des prisonniers politiques sahraouis des prisons marocaines en pleine propagation de la pandémie du COVID-19. Le 22 mars dernier, alors que la pandémie se propageait à travers le monde, le président de la République sahraouie (SPS). L'organisation féminine a

exprimé sa profonde inquiétude face à la situation épouvantable qui affecte les prisonniers politiques sahraouis détenus illégalement au Maroc dans des prisons en pleine propagation de la pandémie du COVID-19. Le 22 mars dernier, alors que la pandémie se propageait à travers le monde, le président de la République sahraouie, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a adressé une lettre au secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, décrivant l'effroyable situation qui affecte les prisonniers politiques sahraouis détenus illégalement dans les prisons marocaines.

Il a averti que « l'épidémie de ce virus dangereux et les mesures urgentes requises, notamment pour éviter les grands rassemblements et le surpeuplement, contredisent totalement la situation dans laquelle ces prisonniers civils sont détenus dans des prisons marocaines surpeuplées ».